VENDREDI 7 AVRIL 1933. — N° 149. PRIX : 0 FR. 50. 23, RUE DES VINAIGRIERS, PARIS.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE COMMUNISTE
Section française de l'opposition internationale de gauche (Bolcheviks-Léninistes)

Dans ce numéro :

LE TOUR DE L'AUTRICHE par L. TROTSKY
LE MOUVEMENT CITROEN
VOIX D'ALLEMAGNE

LES MÉTALLOS RÉSISTENT AUX DIMINUTIONS DE SALAIRE

Le mouvement Citroën

Citroën, mécontent des mouvements qui se produisirent à l'annonce des diminutions de salaires de 10 à 20 %, lock-outa son personnel d'un coup, vendredi dernier, tout son personnel. Il pensait démoraliser les ouvriers, et réembaucher aux tarifs abaissés, en utilisant les chômeurs. Mais la résistance ouvrière a déjoué cette manœuvre. Après avoir réouvert ses portes, Citroën a été obligé de lock-outer à nouveau mercredi soir.

L'ELARGISSEMENET DE LA GREVE

Le mouvement peut vaincre. Pour cela, il faut organiser non seulement la résistance chez Citroën; mais il faut parvenir à **élargir le mouvement aux autres usines métallurgiques**, et en particulier à Renault. Dès samedi, des efforts furent faits chez Renault. Ils n'ont pas encore abouti. Néanmoins, il faut reprendre la lutte, car là est la voie de la victoire. Les propositions ont déjà été faites au Comité central de grève, mais jusqu'à présent le travail n'a pas été poussé dans ce sens.

LA JOURNEE DU LUNDI

Lundi, Citroën avait prétendu maintenir ses portes fermées, mais ouvrir ses guichets pour la paie qui devait avoir lieu normalement le 7. En même temps il annonçait la réouverture de l'usine pour le mercredi. Selon lui, cette ouverture des portes pour la paie constituait un referendum. En effet, il appliqua la diminution allant de 10 à 20 % à cette paie; il en déduisait que tous les ouvriers qui allaient se faire payer acceptaient la diminution et étaient prêts à reprendre le travail aux nouvelles conditions.

En fait, la proportion de ceux qui allèrent se faire payer fut importante, probablement une majorité. Mais ils revinrent mécontents, avec une paye diminuée. La tactique de Citroën, d'avancer la paie, était destinée à jeter le trouble chez les ouvriers, et en effet elle désorienta quelque peu la masse. C'est, pourquoi une meilleure tactique aurait consisté à déjouer le plan de Citroën en invitant tous les ouvriers à se faire payer, puis après être sorti de l'usine, à prendre la ferme décision de ne pas rentrer mercredi.

CITROEN ET LA « DIRECTION INDEPENDANTE »

Le mouvement Citroën a apporté de nouveaux arguments contre la « direction indépendante » des grèves. La direction d'un tel mouvement revenait au Syndicat des Métaux, qui bien entendu devait collaborer avec les ouvriers organisés dans un Comité de grève groupant de nombreux ouvriers inorganisés. Le Syndicat unitaire, placé à la tête de la lutte, devait inviter les Métaux confédérés, le Syndicat des mécaniciens, à organiser le front unique pour la lutte. C'est dans cette voie qu'après la victoire ou l'échec du mouvement, l'organisation syndicale se renforcerait, **et c'est ce que craint le plus Citroën.**

Justement, le mardi, Citroën **refusa de recevoir les membres du syndicat des métaux** qui se trouvaient dans la délégation qui alla le trouver. Il prétendit ne discuter qu'avec **les délégués de ses ouvriers** et exigea l'élimination des membres délégués du syndicat. Le **Syndicat fut obligé de s'incliner**; et il le fit sans difficulté puisque précisément il apprend toujours que les grèves doivent être dirigés par des comités « indépendants » du Syndicat. On voit ainsi la fausseté de cette tactique. Car les ouvriers eux cherchent l'appui et la direction du Syndicat. L'exemple de Citroën doit montrer qu'il faut revenir à la tactique de lutte qui impose au patronat la reconnaissance du syndicat comme représentant des intérêts de tous les ouvriers.

LA RENTREE DU MERCREDI

Citroën avait rouvert ses portes le mercredi. Dans l'ensemble des usines, c'est une majorité des ouvriers qui rentra. Cependant, la combattivité des ouvriers n'était pas éteinte. Au Comité Central de grève, un camarade avait développé l'idée suivante que nous croyons juste : si la majorité rentrait, les ouvriers devaient se présenter au travail, puis débrayer sur le tas.

Cependant, le Comité maintient purement et simplement le mot d'ordre de la non-rentrée.

Mais en réalité, nombreuses furent les rentrées (mais naturellement bien au-dessous des chiffres annoncés par Citroën) et justement le mouvement rebondit, parce que les ouvriers mécontents rentrés au travail débrayèrent et ressortirent. Des centaines de métallos rentrés le matin ne revinrent pas à la chaîne l'après-midi.

Ainsi, Citroën était obligé de reculer ou de re-lockouter.

La tactique du débrayage sur le tas fut surtout appliquée à Javel, mais si elle avait été appliquée partout, devant les nombreuses rentrées, la riposte aurait été plus nette.

IL FAUT ELARGIR LE MOUVEMENT

Citroën vient de relock-outer ses usines. C'est un recul. Les ouvriers doivent reprendre l'avantage. Or, si l'on veut vaincre, il faut songer à l'**élargissement du mouvement.** Devant la nouvelle fermeture **des usines**, l'élargissement de la grève se **pose avec** acuité. Tous les efforts doivent **être faits** pour obtenir la fermeture des principales usines de la métallurgie. C'est là le gage de la victoire.

Nos camardes se sont mis aussitôt à la disposition du mouvement. Deux de nos camarades furent arrêtés à Levallois dans la journée de lundi et mercredi. Nos militants participent activement aux piquets de grève. Un tract de la Ligue, appelant les ouvriers métallurgistes à la lutte fut bien diffusé.

La victoire des métallos parisiens dans la période actuelle aurait une répercussion immense. Après avoir battu les fonctionnaires, le patronat veut à nouveau battre les ouvriers.

Ni les uns, ni les autres, ne doivent permettre cela. La résistance actuelle est la condition d'une contre-attaque ultérieure.

Initiative du Syndicat des Métaux unitaires ; front unique avec les syndicats confédérés et autonomes.

Elargissement de la grève à toute la métallurgie.

Soutien par les autres corporations.

Telles sont les conditions de la victoire.

Vive la lutte des métallos de Citroën !

Tous à la manifestation antifasciste du 9 Avril

Comme nous l'avons annoncé dans notre précédent numéro, le Comité de préparation de la manifestation du 9 avril avait décidé de nous accorder un orateur.

Aux dernières nouvelles, des résistances se font maintenant sentir. Une fraction bien reconnaissable s'efforce de saboter la participation de l'opposition de gauche à cette manifestation. Est-ce que vraiment, du haut de ces tribunes où s'exprimeront tant d'amis occasionnels du prolétariat, la voix communiste ne pourrait pas se faire entendre? Osera-t-on nous retirer la parole ?

Nous invitons tous nos amis, tous nos lecteurs à venir nombreux dimanche à la porte de Bagnolet. Le prolétariat parisien n'a que trop tardé à manifester sa solidarité avec les travailleurs allemands. Dimanche doit avoir lieu, avec la participation de l'opposition de gauche, une imposante manifestation.

Demandez-nous...

BROCHURES DE TROTSKY. — Nous venons de faire éditer deux brochures : *Signal d'Alarme*, et *Entretien avec un ouvrier social-démocrate*, de L. Trotsky, qui sont parus dans nos derniers numéros. Que chacun nous en fasse commande pour une ample distribution.

Prix de l'exemplaire : 0 fr. 25.
Par dix exemplaires : 2 francs.

CARTE POSTALE RAKOVSKY. — Nous venons d'éditer une *Carte postale* reproduisant la photographie de Rakovsky, prise à Barnaoul, qui est reproduite dans ce numéro de la *Vérité*. Nous la mettronts en vente par paquets de 10 exemplaires : 2 fr. les 10 (à vendre 0 fr. 25).

Que sera le Congrès antifasciste de Prague ?

Comme nous l'avons déjà dit, nous considérons le Congrès « antifasciste » convoqué à Prague comme une duperie. Ce Congrès aurait dû avoir un unique souci : **vérifier la politique suivie par les organisations révolutionnaires en Allemagne.** Or, au contraire, il se propose visiblement **de renflouer le stalinisme en déconfiture.** Dans ce sens, cette tentative stalinienne, hâtive, trompeuse aura des effets bien pire encore que le monument de confusion d'Amsterdam.

Cela, il faut le dire ouvertement, à la classe ouvrière internationale. **C'est pourquoi le secrétariat international de l'opposition de gauche a décidé d'organiser la participation de délégués au Congrès. En France comme dans les autres pays, nous mènerons campagne pour que la voix du communisme puisse retentir dans l'enceinte du Congrès,** pour que soit mis au jour le bilan catastrophique de la politique stalinienne dans la lutte contre le fascisme. Car c'est seulement après avoir fait un tel bilan, après en avoir fait une critique impitoyable, que la lutte contre le fascisme pourra être réorganisée sur de nouvelles bases.

Chacun de nos groupes et de nos amis doit mettre à profit la période de préparation du Congrès pour intervenir activement en défendant la politique de l'opposition de gauche, en exigeant une délégation sur cette base. Peu de temps reste. Il faut déployer d'ici là la plus large activité dans ce domaine.

Rakovsky à Iakoutsk ?

L'agence *Reuter* communique que Rakovsky serait en vie et se trouverait dans la région de Iakoutsk comme médecin pratiquant. Je n'ai pas de confirmation de cette nouvelle qui est d'ailleurs assez probable. Il n'est pas nécessaire de dire que Rakovsky n'a pas été transporté par la Guépéou dans la région de Iakoutsk, la région la plus sauvage et la plus froide de Sibérie, pour y exercer la médecine — qu'il n'a d'ailleurs jamais pratiquée quoique docteur en médecine — mais pour le soumettre à des conditions encore plus rigoureuses.

Rakovsky, par sa grande popularité, est dangereux non pour le régime soviétique, dont il est l'un des créateurs les plus renommés, mais pour Staline dont la situation personnelle est tout à fait compromise. Rakovsky aura 60 ans au mois d'août : son cœur est bien fatigué ; les médecins ont insisté sur la nécessité d'un climat plus doux pour lui. Au lieu de cela, Staline l'envoie au delà du cercle polaire ; si Rakovsky n'est pas mort, Staline le condamne à mort par cette mesure.

Prinkipo, le 23 mars 1933.

L. TROTSKY.

LA VÉRITÉ SUR LA VICTOIRE FASCISTE

Voix d'Allemagne

Cette semaine, nous ne publierons sur la situation allemande que les lettres ci-dessous, qui tracent un tableau véridique des faits, et ouvrent la voie à l'action nécessaire à la reconstruction du P. C. A., hors des cadres de la bureaucratie stalinienne écroulée.

Nous affirmons que les nouvelles rapportées par l'Humanité sont mensongères. Pas plus qu'on ne peut se fier aux renseignements qu'elle apporte sur l'U. R. S. S. ou tous autres régimes, pas plus on ne peut faire fond sur ses prétendus reportages d'Allemagne. L'état réel du P. C. A., on le trouve dans les lettres que nous publions. Les tâches des communistes, seuls les organes de l'opposition de gauche les tracent. La catastrophe survenue en Allemagne est trop profonde et trop grosse de conséquences pour qu'on laisse les banderoutiers staliniens mentir tant soit peu à son sujet.

Au moment où la tête de la social-démocratie allemande s'abrite sous l'aile de Goering — nous reviendrons là-dessus dans le prochain numéro — les staliniens essayent de surnager en rejetant les responsabilités qu'ils n'osent assumer sur les épaules des « social-fascistes ». Mais cela ne les dégagera pas de leurs propres responsabilités. « Les ouvriers allemands se relèveront ; le stalinisme, jamais ! »

LA TERREUR ET LA P. C. A.

Lettre d'un oppositionnel allemand

16 mars 1933.

On ne peut parler de l'état d'esprit du Parti, car celui-ci n'existe plus. Mais parmi les éléments qui ne sont pas encore démoralisés à fond, on cherche les causes, on change radicalement d'attitude envers nous. Le travail commun ne sera sûrement pas difficile. Je ne sais si vous vous rendez compte de la profondeur de la démoralisation chez les membres du Parti. La direction n'existe pas. Aucune instruction, aucun mot d'ordre, personne ne sait rien. Deux documents ont été rédigés par le Parti, mais n'ont donné lieu à aucune distribution (**absolument aucune** : je le sais de source sûre, que je ne peux vous indiquer par lettre). L'un est une circulaire proclamant que les élections sont un succès pour le Parti, vu la terreur, etc., et qu'il faut préparer la grève générale. L'autre est un tract dont tout le contenu se résume en ceci : « Libérez Teddy ». Teddy, c'est Thaelman, mais le mot d'ordre ne touchera personne.

Quelques-uns de nos groupes se sont accrus, car les membres du Parti, ne trouvant plus celui-ci, sont venus chez nous. Nous avons reçu quelques ronéos par les organisations locales du Parti, qui ne savent plus qu'en faire et ont peur de les conserver.

La terreur surpasse de beaucoup ce que communiquent les journaux. Tous ceux qui ont été arrêtés, surtout les députés, ont été battus bestialement. L'un d'eux eut les os de la jambe tellement écrasés qu'on dut l'amputer. Quand on ne trouve pas ceux que l'on cherche on emmène souvent leur femme, même leurs enfants, en détruisant en passant tout ce que contient leur appartement. Deux docteurs sympathisants au Parti ont été tués. Les troupes d'assaut opèrent les arrestations elles-mêmes, raillent les détenus en les attachant à des arbres et en tirant tout autour d'eux, en leur faisant boire de l'huile de ricin en grande quantité, etc... Tout le temps on trouve des cadavres de tués par des « inconnus ». Ce n'est que dans ces derniers jours que l'atmosphère est devenue un petit peu plus calme, au moins pour Berlin et ses environs (une des causes des mesures de Hitler contre les actions isolées est le fait que les troupes d'assaut ont voulu faire une perquisition chez une dame du monde, pendant une soirée où assistaient presque tous les ambassadeurs. Les nazzis ont à cette occasion battu les chauffeurs qui attendaient et déchiré les fanions).

Voici les faits « isolés » : en plein jour, dans la rue, on arrache la barbe à un vieux rabbin : il meurt peu après d'hémorragie. Les S. A. entrent dans un grand magasin et réclament au patron de souscrire pour leur parti. Le patron leur demande leur mandat : un nazzi sort son revolver : « Voici notre mandat ».

Vous savez qu'un député, à qui on faisait beaucoup de réclame comme chef de la Jeunesse, Janke, est passé aux nazzis. Un autre, qui pour un certain temps a été même membre de l'Exécutif, qui fut le seul relâché (il est député et membre du C. C.), est soupçonné par le Parti de dénonciations, en particulier celle de Thaelman. Celui-ci a été arrêté dans les conditions suivantes : étant assez abattu, il voulut voir quelques-uns de ses amis, X. et Y. ; ils furent suivis et arrêtés tous les trois. Alors que les fascistes étaient encore dans le logement, un quatrième arriva, portant quatre passeports, il fut arrêté aussi. Pendant les perquisitions qui sont faites en masse, on prend tous les livres « marxistes », on les déchire, on les jette par les fenêtres, on en fait les feux de joie ; toute la bibliothèque de la Maison des Syndicats à Leipzig a été brûlée publiquement sur la place de la foire. On oblige les réformistes à brûler publiquement leurs drapeaux de leurs propres mains.

Un groupe de la R. G. O. dans un dépôt de tramways est passé en bloc au nazzis. Peu avant ils ont lancé le mot d'ordre : « Restez au travail » !

Les bureaucrates du Comintern à Moscou se plaignent maintenant d'avoir été trompés sur la situation ici de ne pas avoir été informés, etc... Encore fin février, Haeckert, le représentant du Parti communiste allemand à l'Exécutif, a fait sur la situation ici un rapport qui peut se résumer ainsi : le gouvernement Hitler est déchiré par des contradictions internes et va bientôt s'effondrer.

Il faut soulever la question de l'attitude de l'U.R.S.S. envers les événements d'Allemagne : **paroles de Litvinof, commandes économiques, refus aux membres du Parti allemand du droit d'asile en U.R.S.S., car on ne donne de visas à personne, pour ne pas aggraver les relations avec l'U.R.S.S.**

LA CRISE DU P. C. A.

LES STALINIENS CONTRE LE FRONT UNIQUE

15 mars.

Il y a une grande crise dans le Parti. La situation telle que la voit la bureaucratie ne correspond en rien avec la véritable situation du Parti. La bureaucratie cherchera à arranger tout cela par des mesures administratives. Le Parti est malade. Les mesures administratives ne pourront pas réussir. Je pense que lorsque la bureaucratie saura que quelque part il y a des oppositionnels, elle les dénoncera à la police.

Nous avons dans notre localité exigé des tentatives de front unique de la part du Parti. Le résultat fut un véritable pogrome déchaîné contre nous et la destruction de toutes les tentatives de front unique faites par les groupes locaux. Nous constatons que les masses du Parti elles-mêmes ont reconnu le danger qui les menace plus clairement que la direction du Parti. Nous avons organisé des assemblées communes, à l'échelle locale, avec les sociaux-démocrates pour empêcher la manifestation elle-même. Les camarades considèrent leur attitude d'alors comme juste et celle de la direction du rayon comme fausse.

Une action semblable a eu lieu à X..., à l'occasion de la constitution du gouvernement national-socialiste. Avec les conseils d'usines sociaux-démocrates, S.A.P., nous avons constitué un Comité de front unique et nous avons invité toutes les organisations réformistes à participer à la lutte commune. Les sociaux-démocrates nous ont invités aux négociations, mais y ont mis des conditions inacceptables. Nous sommes cependant allés là où se tenaient les négociations et nous avons déclaré : sur chaque point sur lequel la classe ouvrière est d'accord pour lutter contre le gouvernement nazzi, présenter des conditions signifie pratiquement empêcher l'action commune. Les négociatons ont échoué parce que les chefs socialistes ont maintenu leur prétentions. Le jour suivant eut lieu à X... la plus grande démonstration depuis longtemps de la classe ouvrière, dirigée contre le gouvernement et aussi contre la politique de sabotage de la social-démocratie. Malgré ce succès visible, la direction du rayon du Parti élimina la direction du sous-rayon.

Autre observation : **nous sommes complètement isolés dans les syndicats.**

1) Les ouvriers les plus courageux ne sont plus dans les entreprises. Le Parti communiste allemand compte 90 % de chômeurs.

2) Dans les usines les autres camarades ont été éliminés des conseils d'usine à cause de la politique rigide du Parti. La responsabilité la plus lourde retombe sur la tactique appliquée à propos des conseils d'usines.

3) Les communistes n'allaient plus aux réunions syndicales (voir à ce sujet le discours de Piatnisky qui correspond à peu près à la réalité). Notre revendication était : préparation à l'illégalité en assurant le travail légal dans les syndicats. La bureaucratie s'est portée sur le R. G. O. et a délaissé tout le travail syndical. Elle recommandait le travail à l'intérieur des syndicats réformistes : avec l'existence de la R. G. O. c'était seulement faire des phrases, c'était une manœuvre pour rejetter la responsabilité sur les camarades de la base. C'est cette politique qui a rendu possible aux réformistes la manœuvre contre nous parmi les masses des syndicats réformistes.

Ainsi je sais que dans une ville, les syndicats réformistes comptent 8 à 10.000 membres et la R. G. O. 100 membres. Dans l'ensemble du Reich les syndicats réformistes comptent 4 millions de membres et la R.G.O. 300.000.

Autre fait : les communistes sont surorganisés. On parle beaucoup des organisations de masses : S.O.I., S.R.I., Association de combat, etc... Ces organisations sont exclusivement composées des membres du Parti. 70 % des discussions tournent autour des divergences dans les différentes organisations de masses.

LA DESAGREGATION DU PARTI

Lettre d'un membre du Parti allemand

16 *mars* 1933.

Le C.C. sabote la question du front unique qui est comprise avec exactitude par les

Luttons contre la répression

Aidez le Comité pour l'amnistie aux Indochinois !

En envoyant son adhésion au *Comité pour l'amnistie aux indochinois*, la Ligue écrivait :

En soulignant l'importance et l'urgence de l'action pour l'amnistie intégrale aux colonies, nous avons toujours demandé qu'on assigne à cette action des objectifs concrets pour lui conférer l'efficacité et l'envergure qu'elle réclame. Nous avons proposé au premier plan : une vaste campagne pour la désignation et l'envoi d'une délégation ouvrière d'enquête et de solidarité, constituant le premier lien vivant entre le prolétariat de la métropole et les opprimés de la colonie — la présentation dans les élections de candidatures indochinoises — une action de front unique des organisations économiques et politiques se réclamant du prolétariat pour : l'amnistie intégrale et les libertés syndicales aux colonies.

A l'heure actuelle, une cinquantaine de travailleurs et d'étudiants qui se réclament de l'opposition communiste de gauche internationale sont déférés par la bourgeoisie française devant les juges aux ordres de Saigon aux côtés des militants du parti communiste. Ils ont déjà subi 8 mois de détention et sont poursuivis en exécution des lois scélérates sur « les menées contre la sûreté de l'Etat ». Parmi eux se trouvent de nombreux travailleurs et étudiants qui ont courageusement manifesté en 1930 devant l'Elysée pour sauver les condamnés de Yen Bay. Avec eux, se trouve le valeureux To-Thu-Thau. Nous luttons pour les défendre contre le péril qui les menace et, avec eux, pour la défense des révolutionnaires que la bourgeoisie assassine dans ses prisons et dans ses bagnes.

Aussi apportons-nous à votre comité notre adhésion active. Cette adhésion qu'un de nos camarades vous a déjà transmis en notre nom, nous vous la confirmons pleinement ici et nous vous prions de nous convoquer à chacune de vos réunions et de vos manifestations auxquelles nous nous engageons à vous apporter l'aide le plus actif.

Le Comité nous a répandu favorablement, se félicitant de notre adhésion et nous fournissant des indications sur le travail à mener. Un meeting est envisagé pour le milieu d'avril. Nous en reparlerons.

Dès que nous aurons reçu les listes de souscriptions, nous les mettrons en circulation. A tous nos camarades, nous demandons d'appuyer les efforts du comité.

Il faut sauver Antonio Gramsci !

Depuis plus d'une semaine est parvenue d'Italie la nouvelle : *Antonio Gramsci est agonisant dans l'infirmerie de la prison de Turi di Bari. Peut-être aura-t-il succombé lorsque parviendra à l'étranger la nouvelle.* Qu'est-il advenu depuis ce moment ? Qu'est devenu Gramsci ? Est-il encore en vie ? Tous les renseignements complémentaires reçus laissent peu d'espoir. Corps fragile et malade, affaibli par 7 ans de prison, Gramsci succombera si la réaction prompte et vaste du prolétariat ne l'arrache pas aux griffes du bourreau. Une action vigoureuse doit être entreprise par tous les émigrés antifascistes pour obtenir que des mesures soient prises pour lui garantir les soins nécessaires, comme son transport immédiat dans une clinique adéquate.

La vie d'*Antonio Gramsci* appartient à la classe ouvrière tout entière, comme théoricien et comme l'un des chefs du communisme italien. La perte de Gramsci serait pour le mouvement communiste international tout entier la perte d'une des forces qui ont enrichi et développé le marxisme dans l'époque de bouleversements révolutionnaire et de guerre de 1914 à 1918. Il faut redoubler d'efforts pour sauver Gramsci !

La *Ligue Communiste* s'est adressée, d'autre part, avec l'opposition italienne, au P. C. et au Parti socialiste pour l'organisation d'un meeting de front unique pour la défense de Gramsci et des autres victimes de la répression mussolinienne.

L'IMPERIALISME HOLLANDAIS SE VENGE

Sneevliet est toujours en prison

La révolte du *Zeven-Provincien* en Indonésie a fait trembler l'impérialisme hollandais. Il se venge maintenant en instruisant un procès contre le camarade *Sneevliet*, signataire du manifeste de solidarité de N.A.S. appelant les marins hollandais à défendre leurs frères indonésiens.

Les ouvriers hollandais ont manifesté ardemment en faveur de la libération de Sneevliet. Mais le parti et le Secours rouge se sont tus. Aucun appel à la solidarité de leur part. Une fois de plus, nous demandons à tous de faire connaître le sort de Sneevliet, et de manifester en toute occasion une solidarité active.

Silence sur le sort de Tchen-Dou-Siou

Depuis plusieurs semaines, aucune nouvelle ne nous est parvenue sur le sort de Tchen-Dou-Siou. Malgré nos appels réitérés, l'I.C. et le S.R.I. ont fait le silence. Ils se sont faits ainsi les complices de la répression. Ils y ont même ajouté leurs sales calomnies.

L'action de nos camarades en Chine et internationalement a apporté la solidarité des bolcheviks léninistes au fondateur du Parti Communiste en Chine. Nous voulons espérer que cela n'a pas été vain.

Nous ferons connaître toute nouvelle qui nous parviendra ultérieurement.

masses. Dans la région à X... le front unique fut formé sur la base la plus large avec les ouvriers social-démocrates, y compris les fonctionnaire inférieur. Le résultat fut une auto-défense de masse très étendue, des discussions régulières chaque semaine, des entretiens de fonctionnaires des deux partis, des démonstrations communes contre le fascisme, etc. La direction du sous-rayon réagit contre ces faits, en enlevant leurs fonctions à l'ensemble des fonctionnaires, parmi lesquels il y avait de vieux lutteurs éprouvés. La direction du rayon couvrit évidemment le procédé du sous-rayon. On rechercha activement les trotskistes et on donna le mot d'ordre : « Exclure sans égard quiconque est en relations avec des trotskistes ». Cela provoqua parmi la plus grande partie des membres une grande agitation, qui s'exprima dans ces mots : « Nous devons discuter avec les nazis, mais pas avec nos propres camarades ». Il ne fut pas répondu aux résolutions de protestations adressée où il fallait.

Vint le cas *Heinz Neumann*, qui ne fut jamais expliqué avec exactitude aux membres, mais qui servit uniquement à ceci : rejeter sur un bouc émissaire les fautes manifestes du Comité Central dans son ensemble. Des directions de sous-rayons furent brusquement destituées, alors qu'elles avaient la confiance des ouvriers et à leur place on mit de nouvelles directions, sans rien demander aux membres. Le manque de direction fut comblée par la fidélité à Thaelmann. Lors du choix des candidats pour les élections, aucun membre ne fut consulté, tout cela fut machiné en haut. Au début de janvier toute la direction de la R. G. O. et des syndicats rouges fut destituée et une nouvelle fut nommée dictatorialement. Ni les camarades, ni les membres de la R. G. O. apprirent quelque chose là-dessus. Malgré une situation formidablement aggravée, ces choses se passèrent comme si elles n'étaient faites que pour ébranler la confiance des masses et affaiblir la capacité d'action et la vigueur du Parti.

Rien ne fut fait pour amener le Parti à l'illégalité, lorsque quiconque de prévoyant savait que l'interdiction du Parti n'était plus qu'une question de jours. Ce n'est qu'ainsi qu'il put se faire que le Parti, après l'incendie du Reichstag, lorsque les nazis s'y mirent sérieusement, eut l'épine dorsale brisée en peu de jours. Pendant sa fuite de six jours à travers l'Allemagne l'auteur de cette lettre n'a réussi qu'à nouer *une* seule liaison avec les directions locales, tous avaient fui ou pour une très grande partie avaient été arrêtés. Ce n'est qu'à Z... qu'il rencontra une exception, lorsque le camarade était sans direction et déconcerté. Dans ces journées qui suivirent la prise du pouvoir par Hitler, la tâche la plus importante était de rassembler des annonces et abonnements pour la presse. Avec cela se trouve partout la forte suspicion que dans les sphères supérieures du Parti il y eut des liaisons avec la police. Lorsque le 26 février la *Rote Fahne* put reparaître après une longue interdiction, il put se produire que la plus grande partie de l'édition fut saisie aux portes de Berlin.

Une des causes les plus importantes de l'effondrement fut le mauvais travail dans les entreprises et les syndicats. Là-dessus aussi on parla beaucoup, des rapports trompeurs furent lancés dans le monde sur la force et la combativité dans les entreprises. Venaient d'abord les propres syndicats et ensuite en second lieu le travail dans les syndicats réformistes. Avec cela les syndicats rouges n'avaient aucun sens. Dans aucune entreprise il n'y eut même la *tentative* d'une résistance. Il faudrait écrire tout un livre pour montrer toutes ces choses. Mais il y en a une qui est aujourd'hui parfaitement claire et qui doit être montrée à tous les membres de toutes les sections :

Les responsables sont les Thaelmann et consorts et leurs inspirateurs staliniens. Ils sont cent fois plus coupables que les Brandler et Thalheimer. Jamais les fascistes n'auraient pu porter un tel coup si seulement on leur avait opposé la moindre résistance. De l'attitude du N.S.D.A.P. dans les premiers jours il apparaît clairement qu'il fut surpris par la capitulation sans combat de la classe ouvrière. Le C.C. allemand et la direction du Comintern n'étaient pas en état d'organiser le combat contre le fascisme hitlérien. La seule activité des derniers mois consista à mener la lutte contre ceux qui pensaient que ces gens-là étaient un fléau. Ils ont livré une classe ouvrière bien organisée à un ennemi qui pour la brutalité dépasse beaucoup Mussolini.

Ceci il faut le dire au prolétariat international. Bien rarement l'opposition de gauche a eu l'occasion de remplir sa tâche historique, comme c'est le cas actuellement.

A bas les responsables du Comintern qui sont aussi responsables de la situation allemande que le C.C. du Parti communiste allemand. Et encore une fois on doit exiger dans tous les pays : Le prolétariat allemand attend des camarades russes que, sans aucune considération, ils annulent leurs commandes à l'industrie allemande et que dans aucun cas ils ne lui en donnent de nouvelles. Les ouvriers allemands ont dans les dernières années beaucoup fait pour la Révolution russe, leur dernier espoir est la *solidarité des camarades russes* et de tous les travailleurs du monde. 68 % de l'industrie métallurgique allemande vit des commandes russes. On n'a pas le droit de faire passer la révolution prolétarienne allemande après les mesures économiques des soviets. Retarder ou négliger le travail terriblement important qu'il y a à acomplir apporterait à la classe ouvrière de toute l'Europe le même sort sanglant que celui de la classe ouvrière allemande et au fond signifierait la fin de la Révolution russe.

L. TROTSKY

C'EST AU TOUR DE L'AUTRICHE

Le "Bonapartisme" autrichien

La situation de l'Autriche ne se distingue pas qualitativement de celle de l'Allemagne : mais dans son développement elle reste en arrière de l'Allemagne. La vie politique de l'Autriche, après être tombée sous le rouleau compresseur du bouleversement fasciste en Allemagne, s'approche du point décisif non seulement de jour en jour, mais d'heure en heure.

L'Autriche traverse une période analogue à la période Brüning-Papen-Schleicher en Allemagne, ou la période Held en Bavière, c'est-à-dire une période de dictature semi-bonapartiste, qui se maintient au moyen de la neutralisation réciproque du camp prolétarien et du camp fasciste. Pour l'Autriche comme pour d'autres pays nous préférons la définition de bonapartisme (opposée à toutes sortes de périphrases et définitions creuses telle que « clérical-fascisme » et autres), parce qu'elle caractérise très nettement la physionomie d'un gouvernement qui louvoie entre deux camps inconciliables et qui est de plus en plus contraint à remplacer les points d'appui sociaux qui se dérobent sous ses pieds par l'appareil militaire-policier (1). La tendance bonapartiste exprime la tentative des classes possédantes d'éviter à l'aide de mesures militaires-policières masquées par des paragraphes qu'on emprunte à l'arsenal de la constitution démocratique, la rupture ouverte avec la légalité, une longue période de guerre civile et la dictature fasciste sanglante.

Il y a des époques historiques, où la base sociale d'un gouvernement « au-dessus des classes » s'accroit aux dépens des ailes extrêmes de la société, dans ce cas le bonapartisme peut imprimer son cachet à toute une époque historique. Le « bonapartisme » autrichien d'aujourd'hui — de même que le bonapartisme allemand d'hier — ne peut avoir qu'un caractère épisodique, en remplissant le court intervalle entre le régime démocratique et le régime fasciste.

Il est vrai qu'en Autriche les « bonapartistes » ont une base parlementaire plus large et que les fascistes y sont incomparablement plus faibles qu'en Allemagne. Mais d'abord les chrétiens-sociaux reculent, tandis que les nazis s'accroissent rapidement ; ensuite ceux-ci ont l'appui de l'Allemagne fasciste. La question sera résolue par la dynamique. L'analyse théorique aussi bien que l'expérience récente d'Allemagne indiquent que la dictature policière-bureaucratique de Vienne ne pourra pas se maintenir longtemps. Les choses tendent à une décision rapide. Le pouvoir devra être pris soit par les fascistes, soit par les ouvriers.

LA POSSIBILITE D'UN SURSIS

Nous ne savons pas ce qui se passe derrière les coulisses. Mais il ne peut pas y avoir de doute que le gouvernement des pays qui entourent et oppriment l'Autriche, ont mis en mouvement tous les ressorts. Aucun dé ces gouvernements, même le gouvernement italien, n'est intéressé à ce que le pouvoir en Autriche passe aux mains des fascistes. Le chef de la social-démocratie autrichienne voit, sans doute, dans cette circonstance, le principal atout du jeu. La pression financière et autre des pays de l'ancienne Entente est destinée à ses yeux à remplacer l'activité révolutionnaire du prolétariat autrichien. Ce calcul est le plus erroné qui soit. L'hostilité des pays victorieux envers le national-socialisme fut une des causes de sa croissance impétueuse en Allemagne. Plus la social-démocratie autrichienne se liera à la politique de la France et de la Petite-Entente, dont la tâche consiste à tenir l'Autriche dans sa situation « d'indépendance », c'est-à-dire d'isolement et d'impuissance, plus le fascisme se transformera aux yeux des masses petites-bourgeoises en parti de la libération nationale. Sur cette voie, seule l'intervention armée de l'Entente, c'est-à-dire une occupation directe, pourrait empêcher la prise du pouvoir par le fascisme. Mais, ici, le problème de l'Autriche rejoint le problème de l'Allemagne fasciste. Si Hitler trouve un modus vivendi (un moyen de coexistence) avec la France — on peut à peine en douter — la France trouvera un modus vivendi avec l'Autriche fasciste. Et, dans les deux cas, nécessairement, sur les os du prolétariat allemand et autrichien. Penser que l'Autriche fasciste brisera immédiatement les barrières qui la séparent de l'Allemagne fasciste, cela signifierait attribuer une importance trop grande aux phrases « nationalistes » et sous-estimer la capacité du fascisme de se courber devant ceux qui sont plus forts que lui. On peut dire avec assurance que de tous les calculs stratégiques, le plus malchanceux, le plus humiliant et le plus fatal pour le prolétariat, est le calcul basé sur le soutien des Etats impérialistes qui entourent l'Autriche.

Même en admettant qu'en raison de la mollesse traditionnelle de tous les partis autrichiens, et de causes extérieures et temporairement limités, (pression de la France et de la Petite-Entente, crainte des gens de Hitler de pousser dès maintenant les choses jusqu'au bout) la décision soit cette fois encore retardée au moyen d'un compromis austro-marxiste quelconque et pourri, ce retard ne pourrait cependant avoir qu'un caractère extrêmement désespéré et bref. Dès les mois, ou même les semaines suivantes, le processus arrêté dans son cours, ressurgirait avec une force redoublée et à une allure décuplée. Etablir une politique sur le freinage, sur de petits moratoires politiques, en masquant, en remplissant les brèches, cela signifierait pour le prolétariat donner au fascisme autrichien, faible jusqu'ici, la possibilité de réaliser par étapes sa mission de pillage.

« LUTTE POUR LA DEMOCRATIE »

Otto Bauer se contente de creuses moralités sur les « avantages » de la démocratie bourgeoise comparée à la dictature fasciste. Comme si la lutte était menée entre deux écoles de droit politique. Engels a exprimé pas mal que tout Etat est constitué de groupes d'hommes armés, avec des appendices matériels, tel que prisosn, etc... Cette « nature » de l'Etat s'est maintenant dévoilée très clairement en Autriche. La lutte politique qui s'était déroulée jusqu'ici pendant une série d'années sur une base démocratique, a abouti tout à coup et immédiatement à la rencontre violente des sections armées. Il faut exprimer le fait clairement et nettement par son nom et en tirer toutes les conclusions pratiques nécessaires.

Au lieu de cela, les social-démocrates autrichiens nous demandent de reconnaître que la lutte est menée « pour la démocratie ». Comme s'il s'agissait à présent de cela ! Il va de soi qu'en ce qui concerne l'appréciation théorique et historique de la démocratie, nous ne nous apprêtons pas à faire aux austro-marxistes la moindre concession. En effet : si la démocratie était au-dessus du régime social dont elle est issue, si elle était capable de transformer la société bourgeoise en société socialiste, ces propriétés devraient se manifester avant tout en Autriche, où la social-démocratie a créé la constitution, où le prolétariat est la force décisive de la nation et la social-démocratie — la force décisive au sein du prolétariat. Cependant, l'expérience que l'Autriche traverse réellement, démontre que la démocratie est de la même chair que le capitalisme, et se décompose en même temps que lui. Messieurs les démocrates ne peuvent s'attendre de notre part, à aucune autre explication.

Mais, d'autre part, nous comprenons trop bien que le diagnostic théorique à lui seul ne suffit absolument pas pour remplacer la démocratie par le régime soviétique. Il s'agit de l'expérience vivante d'une classe. Si, au cours de la lutte commune contre le fascisme, la majorité du prolétariat comprend que la dictature soviétique est nécessaire, alors les communistes n'hésiteront pas. Mais si, malgré toute l'expérience acquise et même après la destruction des forces contre-révolutionnaires, la majorité des ouvriers veut encore une fois faire une expérience avec la démocratie formelle, alors les communistes seront obligés, en jouant le rôle d'opposition, à se placer sur la même base.

Aujourd'hui, en tous cas, la grande majorité des ouvriers autrichiens suit la social-démocratie. Cela signifie qu'il ne peut pas être question de dictature révolutionnaire comme tâche *actuelle*. A l'ordre du jour, il y a en ce moment non pas l'antithèse entre la démocratie bourgeoise et la démocratie soviétique, mais l'antithèse entre la démocratie bourgeoise et le fascisme. Nous accusons les austro-marxistes non pas de lutter pour la démocratie, mais de ne *pas lutter* pour elle.

Le capitalisme a recours au fascisme, non pas par caprice, mais parce qu'il n'a pas d'autre issue. Lorsque la social-démocratie n'est capable que de critiquer, de grogner, de freiner, de menacer et d'attendre, mais est incapable de prendre dans ses propres mains l'histoire de la société, lorsqu'il y va de la vie ou de la mort de la nation et de sa culture, alors ce parti, qui représente la moitié de la nation, devient lui-même l'instrument de la décomposition sociale et force la classe exploitante à chercher son salut dans le fascisme. En se servant de l'ancienne confrontation entre la théorie de l'usure et la théorie de l'attaque, il faut dire que l'application de la théorie de l'usure, justifiée dans certaines conditions, est inimaginable en ce moment, où il ne reste au capitalisme aucune autre issue que la théorie de l'attaque. La stratégie réformiste use actuellement non pas l'ennemi de classe, mais son propre camp. La politique d'Otto Bauer et Cie, mène infailliblement à la victoire des fascistes, avec le moins de sacrifices et de difficultés pour ceux-ci, et avec les plus grands sacrifices et la plus grande misère pour le prolétariat.

L'AUSTRO-MARXISME, NARCOTIQUE DE LA CLASSE OUVRIERE

Malgré l'expérience de l'Italie et de l'Allemagne, les dirigeants de la social-démocratie autrichienne ne comprennent pas la situation. Pour vivre et pour respirer, ces gens ont besoin de se tromper eux-mêmes. Ils ne peuvent le faire qu'en trompant le prolétariat.

Otto Bauer fait retomber la responsabilité de la défaite en Allemagne sur les communistes. Ce n'est pas à nous de défendre la politique des stalinistes allemands. Mais leur faute essentielle consiste à avoir donné à la social-démocratie, malgré tous ses crimes et toutes ses trahisons, la possibilité de conserver son influence sur une partie essentielle du prolétariat et d'imposer à celui-ci la tactique de la capitulation funeste et misérable. La nature de la politique de Bauer est la même que celle de Wels et de Stampfer. Mais il y a une différence : Bauer ne peut pas faire retomber la responsabilité sur les stalinistes autrichiens, qui ont réussi à se condamner à l'inanité complète. La social-démocratie autrichienne est non seulement le parti dirigeant du prolétariat, mais proportionnellement à la population, elle est aussi le parti social-démocrate le plus fort du monde. La responsabilité politique incombe entièrement et complètement à la social-démocratie autrichienne. Les conséquences de sa politique destructrice seront d'autant plus désastreuses.

Les austro-marxistes disent : Si on nous prive de notre liberté, alors nous ménerons la lutte « jusqu'au bout ». C'est par de tels subterfuges et faux-fuyants qu'ils veulent « gagner » du temps pour leurs oscillations. En réalité, ils perdent le temps qui serait le plus précieux pour préparer la résistance et la défense. Une fois que l'ennemi aura enlevé la liberté, la lutte sera cent fois plus difficile, car la liquidation de la liberté sera accompagnée de la destruction militaire-policière de la presse prolétarienne et de l'appareil prolétarien. L'ennemi s'arme et agit, les social-démocrates restent dans l'expectative et jettent les hauts cris. Le « Vorwaerts » répéta aussi des douzaines de fois : gare au fascisme s'il nous attaque. Les événements ont démontré la valeur d'une telle rhétorique. Un parti qui s'est démontré incapable de lutter lorsqu'il tenait en main des positions et des instruments de pouvoir presque inaccessibles, s'effrite comme de la poussière lorsqu'il est définitivement balayé de la voie légale.

Leur mélodie en apparence menaçante, mais en réalité plaintive : « Si l'on nous attaque », dévoile le véritable état d'esprit des austro-marxistes ; ils espèrent encore qu'on les laissera en paix et qu'avec l'aide de Dieu les choses en resteront cette fois encore aux menaces et aux poings tendus. C'est cela justement qui constitue le narcotique pour le prolétariat en vue de la chirurgie fasciste. La véritable politique prolé-

(Suite page 3.)

En raison de la manifestation du 9 Avril

L'Assemblée d'information sur la situation en Allemagne

est reportée au Samedi 15 Avril, à 20 h. 30 Salle des Jeunesses Républicaines. Des informations rapportées directement d'Allemagne seront données et un rapport sera fait par un camarade de la C. E. Venez-y nombreux ! Amenez des camarades sympathisants !

La nouvelle politique du front unique du P. C. de Pologne

La Pologne est un pays où la politique de la « troisième période » et du « social-fascisme » fut appliquée par les staliniens avec une persévérance particulière.

Après un long zig-zag droitier, qui atteignit son point culminant en mai 1926, lors du coup d'Etat de Pilsudsky (soutien effectif, quoique inconscient, des... fascistes, qui fut baptisé dans le P.C.P. « l'erreur de mai ») en 1929, après le VIe plenum « historique » du C.C. à la direction du parti fut placé le groupe « minoritaire » de Lensky, Spis et autres. C'est à ce VIe plenum que, d'après la direction actuelle du P.C.P., le parti a fait « *un tournant décisif vers la bolchevisation* ».

A ce plenum furent battus les « majoritaires ». Ainsi, selon les nouveaux historiens du P.C.P., fut terminé l'évolution du P.C.P. : la direction « majoritaire », puis la direction paritaire de la « majorité » et de la « minorité » et enfin le C.C. composé exclusivement des « minoritaires ». Cette « évolution » ne fut pas le résultat d'un changement quelconque dans la composition d'un congrès du parti ou même d'une conférence, mais elle fut imposée par le changement de conjoncture dans l'I.C. Il ne faut pas oublier que les deux fractions (la fraction droitière « majoritaire » de Varski-Kostrzeva et la fraction « minoritaire » de Lenski) rivalisèrent dans la fidélité envers la « ligne générale » du stalinisme et qu'elles furent solidaires dans la lutte contre le « trotzkisme ».

Mais quand la direction centriste de l'I.C. commença son zig-zag gauchiste, elle se décida après quelques hésitations à appuyer la « minorité », qui fut en même temps proclamée la seule représentante du bolchevisme authentique en Pologne.

En juin 1929 on chassa les chefs « majoritaires » du C.C., et on les qualifia officiellement et à « l'unanimité » comme droitiers, bien que le plenum de janvier de la même année ait, aussi à « l'unanimité », proclamé l'inexistence de la droite dans le C.C.

Les « minoritaires » ont inauguré en Pologne avec une passion particulière la politique du social-fascisme et de l'aventurisme bureaucratique. Tous les partis existants deviennent pour les staliniens des nuances du fascisme. (Voir notre article « *L'Opposition polonaise s'est formée* » n° 140 de la *Vérité*). Il va de soi que la politique du front unique d'organisation à organisation fut désormais rejetée. Les « appels et les lettres par en haut » au parti socialiste furent depuis présentés aux membres du parti, comme exemple typique de l'opportunisme de la période précédente, en tous cas inapplicables au cours de la nouvelle « troisième période ».

En 1930, quand Pilsudsky arrêta les députés petits bourgeois du « centre-gauche » et du parti socialiste et les enferma à Brest-Litovsk, « le C.C. bolcheviste avec le camarade Lenski en tête », ne vit dans ce conflit de deux fractions de la bourgeoisie, qu'une comédie et lança comme mot d'ordre principal « la lutte contre les manœuvres du social-fascisme ». On qualifia d'opportunisme chaque proposition tendant à la politique du front unique, la seule politique qui pouvait réellement démasquer les chefs socialistes et lier le P.C. aux masses petites-bourgeoises qui suivaient les chefs impuissants et traîtres du « centre-gauche ».

Les formules « sacro-saintes » rien que par cela persistent depuis dans tous les documents du C.C. et de ses plenums.

En avril 1932, lorsque les premiers vents annonciateurs d'un nouveau zig-zag droitier dans l'I.C. se firent sentir, le chef officiel du parti, Lenski, dans son article (*Nowy Przeglad* n° 52) sur « Les nouvelles manœuvres du social-fascisme » (dans lequel il prouve, d'ailleurs, sa propre incapacité de manœuvrer) tient un langage qu'il serait peut-être utile de rappeler aussi en avril 1933.

Après avoir blâmé l'opportunisme de l'organisation locale du parti à Plock, qui constitua au cours d'une grève un Comité commun avec les représentants de Bund, Lensky y écrit : « *Il faut, une fois pour toutes* (il ne s'agissait donc pas, en avril 1932, pour Lenski, d'une tactique qui dépend d'un changement quelconque de situation), *affermir dans la conscience du parti que le front unique à la base, c'est la lutte commune avec les ouvriers de la base de P.P.S. et du Bund sous la direction des communistes* ». Et après : « *Nous combattons la théorie de « petits Zoergiebel ». Mais cela ne signifie pas qu'un délégué du P.P.S.,* QUI APPROUVE LA POSITION DE SON PARTI (c'est Lenski qui souligne ici), *peut être notre allié. Seul le délégué qui agit contre les directives de la direction, peut faire avec nous le front unique à la base. Et ceux-là ne sont pas nombreux* » (En effet ! Voilà la philosophie développée par Lenski en avril 32.

Encore en décembre de l'année passée, Albert « prouve » contre les « trotzkistes » que si « *l'I. C. considère possible, afin de démasquer les chefs, d'adresser à certaines organisations* (quelle hypocrisie, ces « certains »; et où est la limite entre les « certains » et les non certains), *social-démocrates... on se trouvait en présence d'une telle situation cet été, en Allemagne,* MAIS NULLEMENT EN POLOGNE ».

Mais nous voilà en mars 1933. La politique de la « troisième période » porte ses fruits. Après la période de l'aventurisme, on entre *dans la période de la capitulation*. L'assassin Hitler arrive au pouvoir en Allemagne sans résistance sérieuse de la part du parti communiste. Après l'appel de l'I.O.S., l'I.C. lance un appel désespéré au front unique au moment où, selon l'expression du camarade Trotszy, le front n'existe presque plus. L'I.C. « recommande aux directions nationales des P. C. de s'adresser aux comités centraux des partis socialistes ». L'auteur de la formule « une fois pour toutes » ne se fait pas attendre.

Nous lisons, en effet, un appel lancé le 7 mars par le C.C. du P.C. de Pologne *au C.K.W. (Comité central exécutif) du P.P.S. et du Bund.* (Cette fois-ci, ce n'est plus à la base). Les partis « social-fascistes » deviennent dans l'appel tout simplement les partis « socialistes ». Le P.C. fait une proposition de front unique à ces partis. Dans l'appel on énumère les nouveaux facteurs qui posent d'une façon brûlante la question du front unique. Les attaques de la bourgeoisie en Pologne contre toutes les conquêtes de la classe ouvrière, les diminutions de salaires, la nouvelle vague de terreur contre le prolétariat et les minorités nationales et enfin le facteur international, la nouvelle provocation d'Hitler (l'incendie du Reichstag).

Ces facteurs sont évidemment assez impérieux pour que le prolétariat établisse le front unique. Mais nous posons la question : *Ces facteurs existent-ils seulement depuis mars 33 ?* L'attaque contre les salaires ? Il paraît que non. Il suffit d'ailleurs de relire les résolutions de n'importe quel plenum de C.C. au cours des dernières années pour s'en apercevoir. La terreur « pilsudskyste ? La fameuse « pacification » opérée en Ukraine occidentale en 1930 et les tortures moyenageuses de la prison de Luck furent déjà un « facteur suffisant », il nous semble. Et enfin le facteur international : la dictature sanglante d'Hitler. C'est vraiment un « facteur nouveau ». Mais où est-il prouvé qu'il est permis d'appeler les pompiers seulement au moment où le feu a déjà dévoré presque toute la maison ? Et pourquoi était-il contre-révolutionnaire d'organiser le sauvetage et de préparer la résistance avant qu'Hitler réussisse à détruire les organisations du prolétariat ? Avec cette « dialectique » cela ne va pas chez les staliniens. Leur principal argument (« La situation a changé »), qu'ils sortent au moment d'un nouveau zig-zag, se retourne contre eux, car, ne sachant rien prévoir, ils sont toujours à la remorque des événements.

Mais revenons à l'appel de P.C.P. Il est d'ailleurs fait sur le modèle d'un cliché qui, selon les « stalino-dialecticiens » vaut en même temps pour la France, la Pologne et peut-être aussi... l'Amérique du Sud.

Après avoir exposé les raisons qui posent devant le prolétariat la nécessité de se regrouper et de faire le front unique contre les attaques de la bourgeoisie et après une critique modeste de la politique du « P.P.S. et des autres partis socialistes en Pologne », on fait des propositions de la défense commune des organisations politiques, syndicales, corporatives du prolétariat, de la presse ouvrière, de la liberté des réunions, grève, de la lutte pour la libération des prisonniers politiques. Dans ce but, on propose d'organiser des réunions, grèves politiques, etc.

D'abord, il faut constater le caractère extrêmement restreint de ces mots d'ordre. On y voit pas seulement de mots d'ordre de « lutte contre le social-fascisme », mais même des mots d'ordre extrêmement importants, comme la lutte contre les impôts qui accablent la paysannerie polonaise, les impôts qui résultent des dépenses militaires d'un état surarmé. On n'y voit même pas de mot d'ordre de défense de l'U.R.S.S. et c'est au moment où la situation internationale (le fascisme au pouvoir en Allemagne), pose le problème de la défense de l'Etat prolétarien avec une acquité particulière et c'est aussi au moment où même les partis socialistes, petits-bourgeois comme P.P.S. et Bund en parlent. (Dans leurs journaux, ils sont obligés de se prononcer en tout cas en paroles pour la défense de l'U.R.S.S.).

Les staliniens qui ont parlé il y a quelques années à tout propos d'une guerre immédiate encore une fois entonnent le chant funèbre pour les noces.

En tous cas, ces propositions de front unique seraient un progrès considérable si elles étaient le résultat d'une révision honnête et conséquente de la fausse politique poursuivie jusqu'à présent. Mais malheureusement il n'en est pas ainsi. Les fausses théories sur le « social-fascisme », le « front unique à la base » sont maintenues. On ne tire pas de leçon de la politique de l'I.C. en Allemagne. Et il ne faut pas oublier : sans cela on ne peut pas marcher de l'avant. Nous nous trouvons donc en présence d'un nouveau zigzag *fait sur commande*, qui résulte des « recommandations » de l'I.C., mais pas d'une orientation claire dans les événements. Cette fois-ci, il s'agit d'un zigzag droitier. Que celui qui a des illusions à ce sujet lise la fin de l'appel où le P.C. s'engage à « *s'abstenir de l'attaque contre les organisations socialistes au cours de la lutte commune* ». Malgré la phrase qui suit sur « *la lutte contre les briseurs de grève* » (qui peut être interprétée bénévolement), *c'est une renonciation au devoir absolu pour le P.C. de garder en toutes circonstances son indépendance et son droit de critique envers son allié éventuel.*

« *Toute la situation internationale et la situation en Pologne nous laissent peu de temps* », dit l'appel. Nous sommes pleinement d'accord là-dessus. La situation critique de l'économie polonaise, la nouvelle vague des grèves (la grève de textile à Lodz et dans les autres villes, la grève des employés communaux également à Lodz, la lutte héroïque des mineurs de Klimontov, qui ont fait la grève de la faim et sont restés pendant dix jours dans les puits), tout cela ouvre des perspectives énormes devant le P.C.P. Il est placé devant de grandes responsabilités.

Ce qu'il faut au P. C. P. ce ne sont pas les zigzags incohérents qui embrouillent tout et sèment la pire confusion.

Il faut retourner à la stratégie et à la tactique léniniste des quatre premiers congrès de l'I.C. Mais pour réaliser ce tournant salutaire, il faut sortir du cadre du stalinisme. ROGER.

L'Opposition de gauche s'enracinera à Belfort

Les conquêtes péniblement arrachées au cours de plusieurs années de lutte, à travers une répression impitoyable, de forts syndicats unitaires, capables de résister à l'offensive capitaliste, capables de prendre la tête des luttes ouvrières, un parti communiste enraciné dans les plus grosses boites de Belfort : en quelques mois, la politique stalinienne a éparpillé tout cela.

Les ouvriers de Belfort ont prouvé leur combativité et leur courage au cours des grèves de 1930. Par milliers, ils ont combattu sous les mots d'ordre de la C.G.T.U. Parmi les ouvriers de l'Alsthom, de la D.M.C., de chez Schwob, au sein d'un prolétariat extrêmement concentré dans les plus grosses usines, les Syndicats unitaires ont recrutés par centaines les adhérents.

Et aujourd'hui ?

Le parti communiste appelle les travailleurs de Belfort à une « importante réunion », 1.500 places : 30 assistants ! Dans les métaux, dans les textiles, à la « Société », comme à la « Filature », chez les fonctionnaires, comme chez les cheminots, partout, plus rien ! Tout s'est effondré : une dizaine d'adhérents par ci, une vingtaine par là; tels sont les débris de la Ve Union régionale.

Quant au Syndicat du gaz qui groupe encore environ 200 adhérents, le camarade Bonnefond, secrétaire de la Ve U. R., serait bien embarrassé de nous avouer combien il a délivré de cartes, cette année ?

La politique fausse des dirigeants les a dressés contre la C.G.T.U Et aujourd'hui, 200 syndiqués, habilement manœuvrés, refusent systématiquement de renouveler leur carte.

Le parti communiste, sous la même direction bureaucratique, subit une régression encore plus marquée : Parti et Jeunesses réunis ne totaliseraient qu'à grand peine une vingtaine de militants.

On invoquera les responsabilités des exappointés staliniens, la scission avec Jacob-Rasuer, les méfaits de tel ou tel bouc émissaire Mais peu importe, pour nous, les responsabilités des appointés chargés d'appliquer la ligne officielle de l'I.C. C'est avant tout dans la politique antiléniste des actuels dirigeants du Parti qu'il faut voir les véritables causes du mal. C'est avant tout cette politique qu'il convient de déraciner , si l'on veut véritablement découvrir le remède.

Revenir aux décisions des quatre premiers Congrès de Lénine et de Trotsky, tel est le seul chemin qui permettra à l'avant-garde communiste de regrouper les forces et d'engager de nouveaux combats.

Aujourd'hui, les militants les plus éprouvés, les plus expérimentés, ont perdu toute confiance. Ils ont abandonné les Syndicats, ils ont quitté le Parti. Ils ont, malgré tout, gardé trop d'attachement à la Révolution pour laquelle ils ont donné le meilleur d'eux-mêmes, pour adhérer à la « Fédération des Anticommunistes Indépendants ».

« Ils attendent »... comme ils disent, que le Parti revienne à une politique meilleure.

Mais les principaux responsables de cet effondrement se sont à leur tour effondrés. Les bureaucrates zélés, gros mangeurs de « trotskysme » en leur temps, qui, dans une bonne mesure ont contribué à noircir le bilan, eux aussi sont aujourd'hui dans l'ornière.

Jacob est devenu tenancier de bistro, grâce à ses économies d'ex-appointé stalinien. Quant à Rassinier, il s'efforce à grand peine de retenir à la « Fédération » les dix malheureux adhérents effectifs qui lui restent à Belfort !

A Belfort, comme ailleurs, les réformistes pratiquent une politique systématique de trahison

Un simple fait parmi des milliers, pour illustrer la politique démocratique et républicaine de ces messieurs : la municipalité radicale et sociale vient en même temps de voter 1.850.000 fr. à deux sociétés sportives et de supprimer la soupe populaire et le charbon aux chômeurs.

Cette politique foncièrement antiouvrière, leurs « flirts » par trop renouvelés — on pourrait dire aujourd'hui, mariage — avec les radicaux, les a considérablement discrédités.

Eux aussi, ils sont privés de toute base sérieuse au sein de l'Alsthom ou de la D.M.C.

Leur seule « supériorité » sur les unitaires provient d'un plus grand nombre de fonctionnaires au sein de la C.G.T. Mais la classe ouvrière de Belfort apprend de plus en plus à les connaître ... et à les apprécier.

En face de cette pénible situation, à travers les pires difficultés, malgré le découragement général, les meilleurs militants se groupent autour de l'Opposition : notre groupe communiste oppositionnel est en voie de constitution.

Personne d'entre nous ne cherche à se nourrir d'illusions. Nous savons tous que la lutte sera difficile; que la tâche ne sera pas remplie en quelques jours. Et c'est précisément parce que chacun d'entre nous regarde la réalité bien en face, qu'il se trouve d'autant mieux armé devant elle.

Regrouper les forces communistes, consolider les liens qui unissent l'avant-garde à la classe: reconstruire pierre par pierre, brique par briques les syndicats unitaires; reforger un véritable Parti communiste, dresser le bilan de la politique des dernières années, examiner clairement les causes du mal et travailler à les élimiminer, telle est la tâche : nos camarades de Belfort l'entreprendront avec courage.

OLERON

Création d'un comité de lutte

Le dimanche 5 mars avait lieu au Château d'Oléron une réunion de « la Ligue contre la guerre impérialiste » dans le but de créer un Comité de lutte sur la plateforme du Congrès d'Amsterdam.

L'orateur était Thurotte, adjoint socialiste de Saint-Quentin, de la C. A. P. de la S. F. I. C. Le choix de cet orateur et les conditions dans lesquelles il fut fait, montrent l'esprit de manœuvre étroit des dirigeants du rayon de Marennes et leur incompréhension de ce que doit être le véritable front unique.

Après l'exposé effarant de confusionnisme de Thurotte, notre camarade Courdavault, en apportant son adhésion, combattit la plateforme d'Amsterdam et exposa l'opinion des communistes oppositionnels de gauche sur le Front Unique, les dangers de guerre et le fascisme en Allemagne.

Sa conclusion fut un appel aux sympathisants et aux membres de la Section socialiste pour adhérer au Comité local, non sur la plateforme des organisateurs, mais sur les positions de l'opposition de gauche.

Thurotte, devant la forte impression produite par cette intervention, tenta une manœuvre de pure inspiration stalinienne et, accusant l'opposition de s'être rendue à Amsterdam avec de faux mandats d'organisation de mutilés grecs. La riposte de notre camarade fut telle, aux applaudissements de la majorité de la salle, que Thurotte ne sut que balbutier : « qu'il demanderait des renseignements... qu'il n'y avait pas lieu de nommer une commission d'enquête... » laquelle Courdavault avait proposée.

Le secrétaire de la Section socialiste donna son adhésion ainsi qu'un certain nombre de socialistes. Le total des adhésions s'élève à 35.

Cette réunion fut la confirmation de l'influence que possède ici l'opposition de gauche sur tous ceux qui sont dans la zone d'influence du communisme.

LA VIE OUVRIERE

Pour le front unique

Le P. C. F. suivant l'initiative de l'I. C. a enfin accepté le principe « contre-révolutionnaire » du Front Unique d'organisation à organisation. Un appel dans ce sens a été lancé par le P. C. F. dans l'*Huma*.

La région méditerranéenne a suivi ce tournant et a redonné dans *Rouge-Midi* l'appel aux organisations social-démocrates. Notre groupe attendait que le parti passe des paroles aux actes. Mais cette attente était vaine.

Il y a quelques jours, une occasion unique se présentait au Parti d'offrir aux réformistes le F. U. et de les forcer de l'accepter au risque de se voir démasqués. Le réactionnaire Taittinger avait organisé à Marseille une grande réunion privée dans laquelle il devait — comme d'habitude — se livrer à des attaques dirigées contre la classe ouvrière. Nous nous attendions que le Parti va demander aux socialistes d'aller en commun avec les communistes empêcher la tenue de cette réunion réactionnaire drigée contre l'ensemble de la classe ouvrière. Les bureaucrates centristes préféraient ne pas se déranger.

Etant donné le fait que malgré les « appels » du F. U. de la part du Parti, celui-ci ne pense pas sérieusement de s'engager dans cette voie, étant donné la gravité des événements récents en Allemagne qui frappent l'ensemble de la classe ouvrière allemande et menacent le prolétariat mondial, nous avons cru nécessaire, en avant-garde bolchevik-léniniste du P. C., de prendre en main l'initiative d'une manifestation en commun à Marseille contre les actes de terreurs et contre la domination du fascisme allemand.

L'opposition de gauche ne fait que remplacer dans l'intérêt du prolétariat, le parti là où celui-ci faillit à son devoir. Nous espérons que toutes les organisations auxquelles nous avons adressé la lettre ci-dessous nous répondront affirmativement dans l'intérêt du prolétariat allemand et celui de France.

Ligue communistes, groupe de Marseille
section franç. de l'opp. de gauche internationale
(bolcheviks-léninistes)

Camarades,

La réaction fasciste instaure la terreur sanglante en Allemagne. Chaque jour des nouvelles tragiques nous parviennent qui montrent clairement la situation effroyable faite au prolétariat allemand : assassinats en masse de ses militants, mises hors la loi de ses organisations, arrestations arbitraires, interdictions de ses journaux et meetings, expéditions punitives dans les quartiers ouvriers, etc. Soutenues par le grand capital du Reich, les bandes d'Hitler accentuent chaque jour leur action antiprolétarienne et leur œuvre de destruction et de mort.

Le prolétariat international doit apporter à ses frères d'Allemagne l'appui de sa solidarité active. Le sort des travailleurs d'Allemagne est intimement lié à celui des travailleurs de tous les pays, car la victoire totale d'Hitler signifierait un renforcement et un nouvel essor de la réaction capitaliste en Europe et dans le monde entier. Déjà, les évenements récents d'Autriche, de Grèce, etc. nous prouvent la volonté du capitalisme de surmonter la crise qui le mine par l'écrasement des organisatons ouvrières. Venir en aide aux travailleurs allemands est un devoir imperieux pour tous les partis se reclamant du prolétariat.

Le groupe de Marseille de la Ligue communiste (Bolchevik-Léninistes) est décidé à apporter sans larder son appui total à nos frères d'Allemagne en lutte. Pour cela, nous croyons qu'une manifestation puissante des travailleurs marseillais, sans distinction de tendance, devant le consulat d'Allemagne doit constituer la première forme de l'action ouvrière locale. Nous invitons votre organisation à se joindre à nous pour organiser en commun cette manifestation ou toute autre forme d'action que vous jugerez plus efficace. Pour cela, il est indispensable qu'une réunion des délégués des différentes organisations ouvrières ait lieu au préalable pour étudier les bases d'une action commune. Nous vous proposons une réunion des délégués pour le jeudi 30 mars à 21 heures au Bar-dégustation Provence (2, Cours Lieutaud). Bien entendu cette date pourrait être modifiée si elle ne vous convient pas. Nous vous prions de nous faire connaître le plus vite possible l'accueil que vous croyez devoir réserver à notre proposition.

Salutations léninistes,
LE GROUPE DE MARSEILLE
Marseille, le 22 mars 1933.

P. S. — *Cette lettre est envoyée aux organisations suivantes : parti communiste (S.F.I.C.), Parti d'Union socialiste, Parti d'Unité socialiste, Parti socialiste (S.F.I.O.) · Jeunesses communistes, Jeunesses socialistes, Etudiants socialistes, Parti d'Union socialiste, Parti d'Unité socialiste, Union locale de la C. G. T. U., Union locale de la C. G. T.*

A propos d'un Congrès International d'unité du Corps enseignant

L'expérience d'Amsterdam n'aura pas suffi à nos bureaucrates centristes, voilà qu'ils répètent les mêmes bêtises à l'échelle syndicale et qu'ils sevissent dans l'enseignement. Un congrès de toutes tendances et de tous les partis (!) doit se tenir au mois d'août pour déterminer les modalités de lutte contre les réductions, le fascisme et la guerre. Là comme à Amsterdam les centristes n'osent pas montrer leur face.

L'I.T.E., véritable organisatrice du Congrès, prétend par la bouche de Cogniot, qu'elle a eu l'idée du Congrès, mais qu'elle l'a bien vite abandonnée, de sorte qu'elle a été reprise par des syndiqués de toutes tendances. (Gros malin, va !) Cogniot a donc été déterré un vieux militant, d'ailleurs respectable : Nègre, qui jouera ici le rôle glorieux de Barbusse à Amsterdam. Le voilà qui prétend sans rire que « dans la lutte contre le fascisme, il n'y a pas de point de vue politique et qu'il faut faire un Congrès de toutes tendances contre la guerre et le fascisme parce que, affirme Blaise « Il n'y a pas de tendance dans la lutte ». Vraiment ces staliniens n'ont pas fini de nous étonner, dans la lutte contre le capitalisme il n'y aura bientôt plus de tendances non plus..

Nègre a bien appris sa leçon, à l'occasion les staliniens la lui soufflent : « Du côté des dirigeants de la F.G.E. rien à faire dit-il. Il faut s'adresser localement aux sections du S.N.; pour amener la masse à soi il ne faut pas passer par l'organe des syndicats réformistes, mais s'adresser au personnel lui-même », ce qui n'empêche qu'on s'adresse d'une façon réticente et honteuse à la F.G.E., qui a évidemment beau jeu pour refuser d'autant plus que Bouthonnier, le jour même de la Conférence préparatoire, a soin d'envoyer dans « les semailles » une bonne douche glacée à Delmas et à la F. G.E.. Pas de meilleur prétexte pour refuser. Si Bouthonnier avait voulu ce refus il n'aurait pas mieux manœuvré. La F.G. refuse elle aussi, de sorte que nous voilà bien mal partis, mais qu'importe, dit Nègre, « **Le Congrès aura une activité plus libre et plus puissante que les syndicats parce que dans les syndicats il y a des luttes de tendances, tandis que chez nous, il n'y aura rien de pareil, et puis nous aurons cet immense avantage de ne pas être empêtrés dans une organisation nettement définie** ». On ne pouvait mieux dire !

Dans les P. T. T.

Le 24 mars, le Syndicat de la région parisienne tenait son assemblée générale.

Les camarades étaient d'ailleurs très peu nombreux et c'est une constatation qui, après les mouvements des 25 février et 1er mars devrait ouvrir les yeux des copains.

Le rapport de Fleury fut un résumé des différents rapports présentés au cours du C. R. et un compte rendu du C. R. lui-même.

Fleury n'oublia pas de stigmatiser « ceux qui critiquent » comme des semeurs de confusion, et « ceux qui, voulant discuter avec Lénine, oublient pendant ce temps le travail à la base ».

Cela peut-il s'appeler autrement qu'une insulte à Lénine ? Parce que, tout de même, si des camarades étudient Lénine, se penchent sur ses textes et sur ceux des 4 premiers congrès de l'I. C. et des 3 premiers de l'I. S. R., peut-on dire qu'ils perdent leur temps

Gayet vint donner lecture des conclusions de la Commission de contrôle financière, puis Alexandre vint parler du récent mouvement pour Paris X, Galin pour la gare d'Austerlitz et Bontems pour les ouvriers, et ils se plaignirent du petit nombre de présents.

Les camarades qui acceptent les points de vue de l'oposition de gauche sur le front unique et l'unité syndicale, commirent l'erreur de ne pas intervenir, ce qui oblige Fleury, avant les votes, à déplorer (un peu tard quand on qualifie les « critiqueurs » avant toute intervention) peu d'entrain des camarades à discuter les propositions de la direction.

Il ne suffit pas — dit-il — *de lever la main en se déclarant d'accord si l'on n'est pas décidé à appliquer les décisions prises.*

Malheureusement, il en est ainsi depuis assez longtemps et la direction porte la plus grosse part de responsabilité grâce à sa façon de comprendre la démocratie syndicale et de répondre à « ceux qui critiquent ».

Les rapports de notre syndicat et celui de la XXe Union furent adoptés à l'unanimité moins une voix. Cependant des camarades s'abstinrent de voter.

Puis la nouvelle C. E., la Commission de contrôle, la délégation au VIIIe Congrès de la XXe Union furent élues et après le vote d'un ordre du jour de solidarité aux travailleurs allemands, la séance fut levée.

Tous les camarades doivent comprendre que parallèlement à une activité redoublée dans nos bureaux, un travail de fraction sérieux et tenace, derrière des positions justes, nous permettra seul de ranimer nos assemblées et notre syndicat ; nos idées deviendront vos idées, vous viendrez aux conceptions léninistes du front unique et de l'unité syndicale ou vous porterez la responsabilité de l'effondrement de notre centrale syndicale. **M. D. Manut** (Paris).

Une assemblée dans l'habillement

Cette assemblée qui devait élire les délégués au 8e Congrès de la 20e réunion régionale, fut un véritable échec ; 30 camarades présents. Après le rapport du secrétaire du syndicat qui n'était autre chose qu'un extrait piteux du rapport de la 20e union, le camarade D... fit le rapport sur les revendications. Rien de nouveau à part quelques surprises. Par exemple : « On s'adresse dans certaines circonstances aux chefs réformistes s'ils ont la volonté de lutter. » Sur Armentières : « C'est un front unique par en haut, désastreux ». Mais Marthe Dérumeux a salué ce front unique comme souhaitable et heureux !

Presque pas d'interventions à part le camarade M... qui sortait la fameuse formule de Zinonier sur le front unique, pour répondre à notre camarade Albert qui prit la parole et développa le point de vue de l'opposition de gauche sur la question syndicale et sur le front unique. Sur la baisse des effectifs, Bertrand a répondu : « La raison sera donnée au congrès.» La décentralisation en 5 régions est simplement acceptée. Pour l'habillement cela veut dire dislocation du syndicat en sections locales cosmopolites. Quelle assemblée aurons-nous alods après ? si déjà aujourd'hui il y a un pareil désintéressement.

Notre camarade Albert a demandé un mandat consultatif au congrès du 20e qui lui fut refusé après l'intervention du secrétaire du syndicat « parce qu'il a des divergences avec nous ».

MARENNES

Au Crédit Maritime

Le 2 avril dernier, avait lieu l'assemblée générale de la Caisse régionale du Crédit Maritime dont le chiffre d'affaires dépasse 3 millions pour 1932.

Le ministre de la Marine marchande avait envoyé une circulaire invitant la caisse régionale à modifier ses statuts particulièrement sur la responsabilité des administrateurs en fixant le montant minimum de leurs parts souscrites à 500 francs.

Cette invitation constitue une tentative pour remettre la gestion du Crédit maritime entre les mains de gens favorisés par la fortune, lui faisant perdre son caractère de mutualité populaire.

Le 25 mars, au Conseil d'administration, notre camarade Courdavault s'éleva contre suggestion ministérielle. Au vote, il fut battu, étant seul de son avis.

A l'assemblée générale, notre camarade exposa les dangers de cette mesure. Après une vive discussion, l'unanimité des adhérents se rangea derrière lui, les administrateurs n'osant plus maintenir leur vote précédent, et la proposition du ministre fut repoussée.

C'est une victoire pour les marins et ostréiculteurs travailleurs !

C'est au tour de l'Autriche

(*Suite de la page deux.*)

tarienne devrait, au contraire, expliquer aux ouvriers autrichiens que l'ennemi de classe est lui-même pris dans l'étau historique, qu'il ne lui reste plus d'autre issue que la destruction des organisations prolétariennes, que cette fois la lutte à mort est inévitable et qu'il faut se préparer à cette lutte selon toutes les règles de la stratégie et de la tactique révolutionnaire.

(*Suite au prochain numéro.*)

(1) L'ombre de Bonaparte inquiétait même la *Arbeiter-Zeitung*, lorsque ce journal parlait du « 18 Brumaire de Dollfus' »; mais de la part d'un journal social-démocrate ce n'est là que bavardage littéraire. C'est d'ailleurs en vain que nous chercherions chez les austro-marxistes une analyse de classe en matière politique. Ils ne se servent du marxisme que pour expliquer le passé; en politique actuelle par contre, ils sont guidés par des combinaisons psychologiques de second ordre et par l'espoir que tout finira bien par s'arranger d'une manière ou de l'autre.

Les élections de Boulogne-Billancourt et ailleurs

Tirons brièvement quelques leçons de l'élection de Boulogne :

1° Le déplacement général des voix se fait *à droite*, quoique avec une faible amplitude. Les deux candidats réactionnaires gagnent quelques centaines de voix. Les deux candidats ouvriers pris ensemble en perdent. Cela c'est le trait le plus important et le plus grave ;

2° Le candidat S. F. I. O. conserve une forte avance sur Duclos, malgré la politique de son parti, quoi qu'il ait perdu des voix au bénéfice du candidat communiste ;

3° Que va faire le parti au deuxième tour ? Nous voyons que maintenant il se déclare prêt à maquignonner son désistement non pour un « ouvrier socialiste honnête », comme à Villejuif, mais pour Lagorgette en personne. Selon nous cette tactique est absurde. Dans une élection, nous ne marchandons rien, car chaque parti s'y présente avec son programme intégral. Dans le cas de deuxième tour où le communiste vient en arrière du représentant socialiste, le P. C. doit dire simplement : « Travailleurs, vous avez placé encore votre confiance dans le candidat socialiste. Nous vous disons que son parti vous trompera. Néanmoins, vous devez faire *votre expérience* : il s'agit maintenant de battre le réactionaire : *votez tous pour Lagorgette.* Après, nous examinerons comment il remplit vos espoirs. »

Si le parti ne se désiste pas ainsi, il s'isolera plus encore de la classe ouvrière de Boulogne.

Le même jour eurent lieu d'autres élections législatives à *Fougères*, à *Briey*, à *Brioude*, à *Marvéjols*. Citons les chiffres : ils se passent de commentaires.

A *Fougères*, sur 2.000 votants, le parti en obtient 273.

A *Briey*, sur 9.300 votants, le P. C. en obtient 179.

A *Brioude*, pas de candidat (le S. F. I. O. obtient 6.000 voix sur 15.000 votants).

A *Marvejols*, sur 9.000 votants, le P. C. obtient 503 voix.

C'est-à-dire que dans cet ensemble de circonscriptions essentiellement prolétariennes (ouvrières et paysannes), *sur un total de près de 54.000 voix, le P. C. en groupe 955*, même pas 2 0/0 !

Tels sont les résultats de la politique stalinienne.

VIENT DE PARAITRE

La seule voie

par

L. Trotsky

1 vol. ..... 1 fr. 50

Adresser les commandes à la *Vérité*

LA VIE DE LA LIGUE

Une souscription internationale pour l'Opposition Allemande

Tous nos lecteurs, tous nos amis doivent joindre leur effort au nôtre !

Nous voulons rapidement réunir la somme de 5.000 francs.

Envoyez-nous sans tarder votre souscription.

Anonyme	40 »
De l'A.E.A.R.	10 »
Orsoni (2e versement)	25 »
Danou	10 »
Le Trouit	50 »
Léon	20 »
Total	155 »
Total général	2.330 »

NOUS VOULONS 5.000 FRANCS ! ENVOYEZ-NOUS SANS TARDER VOTRE SOUSCRIPTION !

Souscription pour "La Vérité"

Sommes reçues au 5 avril

Région Parisienne (24 mars 33)	32 »
Dupreu	5 »
Boss	25 »
Orsoni (souscrip. mensuelle)	20 »
Tristan Rémy	20 »
Méche	100 »
Limbour	100 »
Un ancien ami de « Naché Slovo »	25 »
G. Faussecave	10 »
Total général	3.472 90

Une permanence sera tenue, par un postier, chaque mardi et vendredi de 10 à 12 heures, à partir du 11 avril, au local de la Vérité, 23, rue des Vinaigriers, premier étage.

Camarades des P. T. T., entrez en liaison avec nous, passez nous voir.

Le Congrès de la 20e U. R.

Nous publierons la semaine prochaine un compte rendu complet des « débats » du 8e Congrès de la 20e U.R. Nous montrerons ce que fut cette morne assemblée bureaucratique, et comment on y étouffa la voix de l'opposition.

Pour l'instant nous soulignons les points suivants :

1° D'après l'HUMA, le camarade Jules, des cuirs et peaux, qui défendit nos conceptions « ne représentait que lui-même ». Voici la riposte. L'assemblée de sa section technique, après avoir lu le compte rendu calomniateur de l'HUMA, vota à l'unanimité moins trois voix au bureaucrate stalinien, Maurice, sa solidarité avec Jules ! De plus, elle le mandata séance tenante comme DELEGUE au Congrès fédéral.

2° Les bureaucrates empêchèrent le camarade Naville, mandaté par une assemblée générale de l'Enseignement, de s'exprimer. Ils allèrent jusqu'aux violences physiques. De cela, Barne, secrétaire du syndicat de l'Enseignement, présent au Congrès aura à répondre devant tous les adhérents;

3° La crainte des bureaucrates était telle qu'ils empêchèrent la diffusion de la résolution de l'opposition; le texte distribué fut ramassé par eux.

La semaine prochaine nous expliquerons EN DETAIL ce que fut ce congrès.

Les jeunes pupistes et nous

Les dirigeants des J. P. U. nous attaquent...

Décidément notre campagne pour l'action commune révolutionnaire et le regroupement de la jeunesse prolétarienne, n'a pas l'heur de plaire aux dirigeants. Après les attaques véhémentes de l' « *Avant-Garde* » et du « *Cri des Jeunes* » voilà que la jeunesse pupiste mène l'attaque contre nous. Dans « *l'Unité* », journal central du P.U.P. Mellick met en garde contre notre campagne active pour l'action commune, auquel, lui, Mellick, oppose la panacée de l'unité politique. De même Gruson dans *le jeune prolétaire*, essaye de jeter la confusion. Gruson cite un texte de « l'Opposition Unitaire » de 1930, pour prouver qu'à cette époque nous étions contre l'Unité. Il oublie de dire que l'opposition unitaire de la C.G.T.U. n'était nullement l'opposition de gauche !

Par la même occasion Gruson défigure une autre fois notre position en affirmant que nous sommes partisans maintenant de... « *la motion de Japp, c'est-à-dire la rentrée dans la C.G.T.* »(?)

D'autre part Gruson tient ces propos savoureux :

« *Nous avons reçu ces temps derniers des « Jeunesses trotskystes » des propositions concernant l'organisation de controverses publiques sur la question de l'unité ouvrière. Après le résultat négatif de la controverse du 12 janvier à Paris* (tu parles, avec l'accueil fait aux conceptions pupistes...) *notre section lilloise a pensé que c'était perdre son temps* (sic !) *que d'accepter ces propositions. D'ailleurs les Trotskystes ne se cachent pas qu'ils sont contre l'unité politique de la classe ouvrière. Il est donc inutile de discuter* (*comme Semard* !).

A l'unité politique, ils nous opposent le front unique. Trotsky, dans sa lettre à l'ouvrier communiste allemand l'a défini ainsi : « Marcher séparément, frapper ensemble ». Tout marxiste conscient (sic) *rejettera cette méthode comme utopique* (Sémard encore) ». *Il est en effet totalement impossible que les travailleurs puissent frapper ensemble alors qu'ils marchent séparément. Tant que les divisions existeront, nos coups seront trop faibles pour renverser le régime capitaliste. C'est donc bien dans l'unité réelablie que le prolétariat retouvera sa libération.* »

Ainsi les pupistes voulaient que les communistes allemands entrent dans la social-démocratie allemande qui pactise avec les fascisme et est en train de se retirer même de la deuxième internationale, de l'Internationale réformiste pour montrer son caractère « vraiment allemand » ! Ainsi les révolutionnaires auraient dû convier eux aussi les prolétaires à mettre le cou dans le nœud coulant de la social-démocratie !

Mais la meilleure réponse nous est donnée par la section du parti et des Jeunesses pupistes de Clichy, dont la base est réellement prolétarienne. « *Le Prolétaire* », organe régional du P. U. P. nous annonce que, le P.U.P. refusant d'exclure les députés « ouvriers » qui ont voté la validation de M. de Carbuccia, gendre de Chiappe les sections clichoises du P.U.P. et des J.P.U. menacent de démissionner. Ainsi au sein même du « Parti d'Unité prolétarienne » la contradiction éclate. Ceux qui votent pour Chiappe peuvent-ils montrer aux ouvriers la voie révolutionnaire ? Les jeunes ouvriers de Clichy ont répondu « non ». Ce simple incident règle la question. Ce qui est contre-révolutionnaire et directement opposé aux intérêts des prolétaires, c'est de vouloir unir dans un même parti les révolutionnaires conscients aux Sellier, Gélis, Chasseigne, Garchery, Paul Faure, Blum, Buisson, Deat, Renaudel et *tutti quanti*.

C'est pourquoi la seule solution réaliste est celle de l'action commune de tous les exploités sur tous les points où ils veulent lutter ensemble; contre les diminutions de salaire et pour les 40 heures; contre le fascisme et pour la défense des libertés ouvrières; contre la guerre et pour la défense des soldats, etc.

Les dirigeants lillois des J.P.U. refusent même de discuter. Les jeunes ouvriers pupistes en tireront la leçon. Certains la tirent déjà.

19 jeunes pupistes de Clichy démissionnent !

La section de Clichy est de beaucoup la plus forte des Jeunesses pupistes, puisque grâce à l'appui de la municipalité elle compte 40 à 50 membres. Cette section anime un groupement sportif « *Le Jeune Campeur* ». Seulement les J.P.U. ont montré là concrètement comment ils appliquent leurs propres points de vue. A leur congrès les J.P.U. proclamaient : « *Les J.P.U. comme le Parti s'interdisent toute ingérance dans le mouvement sportif. Toutefois ses membres devront toujours défendre, au sein des organisations sportives, le point de vue unitaire et travailler sans relâche au regroupement sportif ouvrier* ».

On sait notre point de vue sur le mouvement sportif. Nous, communistes oppositionnels, nous ne croyons pas qu'il y ait un sport « en dehors de la politique ». Nous croyons que chaque courant de la classe ouvrière a le droit et le devoir d'essayer, au sein des groupements sportifs prolétariens, de gagner la confiance et l'influence prépondérante parmi les jeunes ouvriers. Et précisément nous reprochions aux J.C. d'essayer d'imposer mécaniquement leur prépondérance dans la Fédération Sportive du Travail.

Mais comment les jeunes pupistes, eux, appliquent-ils leurs principes ? Prenons l'exemple de Clichy.

1° *Application.* — Dans la F.S.T. les communistes tiennent trop de place. Eh bien ! on scissionne la F.S.T. (beau travail unitaire !) et on adhère à l'U.S.S.G.T. scissionniste qui affirme dans ses propres statuts la tutelle du parti socialiste !

2° *Application.* — *Le Jeune Campeur* « se contente » encore de travailler en étroite liaison avec les J.P.U., de laisser à sa disposition les colonnes du « *Réveil des Jeunes* » (si jamais la F.S.T. avait fait cela !).

Et bien cela ne suffit pas ; il faut que « *Le Jeune Campeur* » adhère aux J.P.U. ! Les Jeunes Campeurs résistent. Finalement 19 camarades démissionnent des Jeunesses pupistes.

Nous invitons les camarades à étudier sérieusement *tous* les problèmes. Ils verront bientôt l'imposture de ce parti ni chair ni poisson dont les élus peuvent voter impunément au service de Chiappe. Déjà il y a un mois notre camarade Richard exposait une partie de nos idées au meeting des Jeunesses pupistes de Clichy. Nous demanderons une confrontation sérieuse de nos conceptions avec les conceptions pupistes. Et les camarades comprendront que la seule voie du salut est dans le mouvement communiste régénéré par l'opposition, avec un régime intérieur sain et la juste politique de Lénine et Trotsky.

J. C.

DANS LE PARTI

Les opportunistes continuent à exclure !

Nous recevons la lettre suivante d'un membre du parti :

Militant communiste depuis 1924, j'ai toujours travaillé pour le parti sauf durant les intervalles causés par la répression bourgeoise. Au cours de la lutte contre l'opposition de gauche et le « trotzkisme » j'ai défendu pendant longtemps la position de la direction de l'I. C.

Ce sont surtout les résultats néfastes pour le P. C. de la politique de la « troisième période » et de ses mots d'ordre aventuristes qui se sont traduits pour le parti par une perte d'effectifs et d'influence qui ont sapé pour la première fois ma confiance dans la justesse de la ligne politique du Parti. Mais ce sont les événements en Allemagne en 1932, l'impuissance du P. C. A., causée par sa fausse politique, à résister sérieusement à l'assaut du fascisme qui m'ont déterminé définitivement dans le sens des idées de l'opposition de gauche.

Au milieu de l'année 1932 j'ai commencé à élever des protestations contre les graves fautes du Parti. A mes interventions, les dirigeants de mon groupe de langue ont répondu de suite par des mesures administratives. On m'a éloigné du travail et enfin « suspendu », sous prétexte que j'empêchais par mes interventions le travail du groupe. En réalité, les responsables n'avaient pas d'arguments pour me répondre et préféraient rester tranquilles. Dans ma cellule et dans mon rayon où j'ai participé à toutes les actions pratiques (malheureusement pas nombreuses), comme la grève de C. I. C. M. j'ai continué à défendre les opinions que j'ai crues justes et qui ont été de plus en plus confirmées par les événements.

Je me suis exprimé à maintes reprises sur la question du front unique (demandant le retour aux positions du IIIe et IVe Congrès), sur l'unité syndicale exigeant le mot d'ordre de Congrès de fusion, sur le congrès d'Amsterdam, protestant contre la confusion de la charte barbussienne et demandant une position ferme de la part du parti envers les pacifistes et semi-pacifistes bourgeois et enfin sur la question allemande, préconisant l'abandon de la politique néfaste du « socialfascisme, des mots d'ordre de « libération nationale et sociale », etc.

A la conférence de mon rayon à la suite de mes interventions dans le même sens, je fus proposé et élu à l'unanimité comme délégué à la conférence régionale. Mais à ce moment, les « responsables » se sont mobilisés, les représentants de rayon et de la région sont venus dans une cellule pour la prévenir contre un « élément trotzkiste ». N'ayant pas su me répondre on a décidé de m'empêcher de participer à la conférence régionale. A la première réunion de cette conférence, le secrétaire du rayon Regnier, expliquait aux camarades qui exigeaient ma participation à la conférence qu' « évidemment au point de vue des statuts du parti, le camarade Simon a raison, mais que c'était un trotzkiste dangereux, et qu'il ne fallait pas le laisser participer à la conférence pour dire quelques dures vérités.

Malgré ma protestation écrite, que j'ai remise au représentant du B. P. qui était Thorez on ne m'a pas laissé participer à la conférence, quoique régulièrement mandaté et on m'a déféré devant une commission des mandats composés dudit Thorez, Marrane et Cie. Pendant une heure et demie on m'a posé des questions qui n'avaient guère de rapport avec la question à laquelle devait répondre la commission : mon mandat est-il légal ? Il est vrai que cela était suffisamment clair même pour Régnier, comme je l'ai dit. Alors on m'a demandé, si je connais un camarade X, ou Z, si je le voyais, où par hasard l'influençais (car les bureaucrates ont peur du « trotzkisme » qui se propage comme la peste bolcheviste dans la région), si je voulais que le P. C. s'adresse avec les propositions du front unique pas seulement aux « organisations socialistes de base » (question de Marianne), mais peut-être aussi aux chefs. (Il faut se rappeler que cette question fut posée une semaine avant le manifeste de l'I. C. !) si je me permets de critiquer la politique du P. C. A., du Congrès d'Amsterdam, etc...

Les interrogateurs notaient mes « aveux », me confrontaient avec les camarades soupçonnés de me connaître et enfin Thorez certifia que d'abord la conférence n'est pas faite pour remettre en question les décisions de congrès du parti. (Mais est-ce que les Thorez ne remettent pas en question les décisions de congrès au cours de leurs zigzags contradictoires, et est-ce qu'ils prennent eux-mêmes au sérieux les décisions des congrès précédents et leurs propres discours, dans lesquels on peut trouver autant de contradictions que dans l'évangile ?) et que... j'étais un agent « de désagrégation du parti et du socialfascisme. » Pour fortifier cette brillante affirmation de Thorez, j'ajoutai : « Peut-être aussi de l'Etat-major japonais ». (N'oublions pas la formule de Semard sur ceux qui signalaient il y a un an le danger hitlérien en Allemagne. »

On décida de me retirer mon mandat.

Je protestai ensuite devant la conférence, en appelant à la démocratie dans le parti, prévenant les camarades de la région que la politique de l'I.C. en Allemagne prépare des catastrophes. (Malheureusement cela s'est vérifié.)

Le président fit voter mon expulsion de la salle, disant que si Simon ne sort pas « nous dirons qu'il n'est pas seulement trotzkiste mais aussi provocateur. » On fit régner « l'ordre ». Mais les critiques dans le sens de mes idées quoique étouffées par la pression des bureaucrates se sont fait sentir au cours de la conférence (1). Car les idées du léninisme sont encore vivantes chez beaucoup de camarades du parti, malgré les efforts des bureaucrates.

On s'est pas donc contenté envers moi de l'expulsion arbitraire de la conférence, on m'a empêché de participer ensuite aux réunions de ma cellule. On m'a déclaré que je suis suspendu, ou soumis à une commission de contrôle et qu'en attendant il faut... que j'attende un temps indéterminé (les bureaucrates ne sont jamais pressés).

Acceptant et étant prêt à n'importe quel moment à être soumis à une commission de contrôle je tiens à déclarer que mon cas est assez clair Je me suis à maintes reprises prononcé contre la ligne publique du parti et c'est à cause de mes interventions qu'on a pris des mesures contre moi.

Dans la lettre que j'ai adressé au comité de rayon et de sous-rayon et que j'ai remise le 27 de ce mois et que j'adresse en publiant la lettre présente à tous les membres du parti (je suis dans ce cas d'ailleurs l'indication de Thorez qui m'a dit que je pourrais m'exprimer librement dans la Vérité, mais pas dans une conférence du parti) j'énumère les faits récités plus hauts, je répète la phrase de Marranne qui a déclaré au cours d ela conférence que le « camarade Simon aura la possibilité de s'exprimer librement dans sa cellule et son sous-rayon. »

Dans la lettre mentionnée on lit : « Je me déclare comme auparavant à la disposition de mon parti, parti communiste, j'accepte sa discipline et je ne demande qu'une seule chose : la possibilité d'exprimer mes opinions dans le parti.

« Il est clair maintenant pour un nombre de plus en plus grand des membres du parti que j'avais raison dans mes critiques contre la ligne inconséquente de la direction du P.C. et de l'Internationale. En Allemagne la politique néfaste de la direction du P.C. parfois aventuriste (le « plébiscite rouge, la politique du social-fascisme et le refus de pratiquer pendant les années la tactique du front unique d'organisation à organisation, etc.), parfois nettement opportuniste (répétant les mots d'ordre social-démocrates « après provocations »). Au moment où le fascisme préparait son coup de force contre les organisations du prolétariat, **a désarmé le prolétariat au moment decisif.** L'assassin Hitler n'a pas rencontré de sérieuse résistance pas seulement de la part de la social-démocratie (les communistes n'ont pas eu d'illusions à ce sujet depuis longtemps), mais aussi de la part du parti communiste. **Les organisations communistes sont détruites sans résistance. Le prolétariat est battu sans lutte, parce que ses chefs n'ont pas eu le courage d'engager une bataille**

« La faillite de la direction opportuniste de l'I.C. n'est pas accidentelle. Elle est la continuation logique de la théorie révisionniste du socialisme dans un seul pays. » « Il faut lutter pour le retour aux méthodes de Marx et de Lénine. Sans cela pas de victoire possible pour le prolétariat. »

Mais pour cela il faut fortifier la fraction internationale des bolcheviks-léninistes qui lute pour le principe de régénérescence du parti et de l'Internationale.

L'Opposition de Gauche Internationale avec le camarade Trotsky, fidèle compagnon de Lénine, a donné des preuves suffisantes de sa fermeté dans ce combat, qui est un combat pour la Révolution victorieuse.

SIMON (TOMEK), sous-rayon de Villejuif, membre du parti depuis 1924.

(1) Voir les comptes rendus de la Vérité sur la conférence de Paris-Sud.

SUR LE FRONT-UNIQUE

Conférence de Ferrat à la région Paris-Ville

Le 29 mars, a eu lieu la conférence d'information de la région Paris-Ville. Dans les cellules on annonçait comme thème de cette conférence: « La situation allemande et l'appel du C. E. de l'I. C. ». Au dernier moment, par crainte de critiques de la base on a changé de sujet. Le thème figurant sur l'annonce de l' « Huma » était « les derniers travaux du C. C. et le Front unique ».

150 assistants étaient présents. Ferrat, le gros légume du C. C. a parlé 1 h. et demi. Il a eu beaucoup de mal à faire avaler aux camarades de la base la pilule de la nouvelle « tactique ». Tonitruant, comme Moïse au Mont Sinaï, du haut d'une tribune, située six mètres au-dessus de l'auditoire, brandissant un énorme livre de Lénine, le gros théoricien Ferrat, texte de Lénine en main, s'appliquait en bon prédicateur, à démontrer que Lénine lui-même avait toujours (!) pratiqué la F. U. aussi avec les chefs réformistes, que c'est lui qui a organisé la rencontre de trois Internationales en 1922 à Berlin et que notre I. C. est prête, au moment présent, gros de dangers, de fascisme et de guerre, à discuter avec les dirigeants de la 2e les conditions du F. U. Pour arriver à réaliser cela, il faut marchander, faire des concessions, des compromis, il faut renoncer à certaines critiques du passé de la socialdémocratie et critiquer avant tout l'attitude de la S. D. au moment présent.

Après avoir ainsi énoncé toute une série de principes, qualifiés il y a quelques semaines à peine de contre-révolutionnaires, Ferrat conclut, sans rire, que la politique du F. U. de notre C. C. n'a pas changé ! Car sa base est restée toujours la même, à savoir, l'action dans les masses. Ce ne sont que les formes qui ont changé. Il y a quelques années (on essaye de faire oublier ce qui se passait il y a deux mois encore) on faisait uniquement le F. U. par en bas, « à présent une telle forme de lutte n'est pas indiquée ». Du social-fascisme, pas un mot. Cette expression a subitement disparu du vocabulaire du théoricien Ferrat. Car s'adresser à l'Internationale socialfasciste, en vue de former un front unique contre le fascisme, cela sonne un peu faux. Donc, au lieu de condamner l'ancienne théorie du social fascisme — qui a coupé le parti des masses — on l'oublie tout simplement.

Pourquoi l'I. C. n'a pas accepté d'emblée cette invitation de l'I.O.S. ? Ferrat trouve à cela trois raisons : premièrement : si on avait accepté immédiatement les négociations avec l'I.O.S. cela aurait paralysé l'activité des masses qui auraient attendu passivement la fin des pourparlers en haut. Deuxièmement : ces négociations auraient provoqué un trouble dans nos rangs, car nos militants seraient au premier abord choqués par cette nouvelle forme inattendue de tactique (!) et enfin, troisième raison, l'I. C. en négociant publiquement avec l'I. O. S. aurait ainsi provoqué **une tension de rapports entre les pays capitalistes et l'Union Soviétique et nous devons nous garder de la politique d'aventures !**

Le discours « savant » de Ferrat n'a pas satisfait l'auditoire. Les interventions de quelques militants de base, toutes confuses et timides, présentaient néanmoins une critique de la nouvelle politique du C. C. et de l'I. C. qui est celle de droite.

Un camarade du 20e cite un tract édité par son rayon qui, pour ne pas effrayer les socialistes, a supprimé le passage suivant : « Nous pensons que le parti socialiste est prêt d'abandonner sa politique de soutien de budget de guerre et de police du gouvernement actuel ». Un tel passage est déjà considéré comme trop à gauche par la direction du 20e rayon. Un autre camarade du 9e rayon s'élève contre l'appel publié par son rayon qui ne critique pas d'un mot la politique du parti socialiste (pour ne pas offenser les socialistes). Un troisième orateur met en garde l'auditoire contre la politique actuelle qui ressemble à celle de Radek-Brandler, poursuivie en Allemagne en 1923, qui a abouti à la trahison de la direction du P. C. (expression de l'orateur) et à la capitulation devant la S. D. Le fondement de cette politique c'est la confiance illusoire en la gauche S. D.

Un autre camarade du 6e rayon cite les passages du discours de Thorez prononcé il y a quelques semaines à peine au C. C. du parti qui était encore nettement ultra-gauchiste : « Jamais d'entente au sommet ». « Nous ne voterons jamais pour les candidats du parti socialiste, parti bourgeois ». Le camarade confronte cet article avec celui de Cachin du 29 mars, disant que le P. S. est un parti prolétarien, avec celui de Doriot, déclarant que nous sommes prêts à renoncer à notre liberté de critique au cours de la réalisation du pacte d'union avec le P. S. Le camarade y voit une contradiction et un tournant de gauche à droite. Il demande, dans sa critique confuse et timide, mais critique tout de même, qu'on avoue ce tournant.

Le fait que tous les orateurs ont osé critiquer Ferrat (malgré le régime actuel qui accuse toute critique de trotzkysme contre-révolutionnaire) démontre le désarroi et une désorientation profonde dans laquelle se débattent les militants habitués jusqu'ici de considérer la S. D. comme l'aile modérée du fascisme et forcés aujourd'hui sans aucune discussion sérieuse, sans condamnation de la politique passée par une bureaucratie irresponsable à renoncer à leurs critiques fussent-elles les plus timides, du Parti socialiste.

Quant à la situation allemande, Ferrat l'a traitée en quelques mots. Il a essayé de calmer les militants en affirmant qu'en Allemagne rien n'est perdu, le parti s'est redressé, etc... La seule faute commise selon lui par le P.C.A. c'est de n'avoir pas su préparer à temps l'illégalité. La capitulation honteuse du P. C. A. devant l'attaque fasciste, son incapacité d'organiser la moindre résistance, moindre action de masse, contre le fascisme, tout cela Ferrat le passa sous silence.

Un Oppositionnel de gauche, membre du Parti (région Paris-Ville).

Il faut démasquer les provocateurs

Réponse à Garlandi

Dans la *Vérité* du 4 mars nous avons donné aux camarades italiens émigrés un aperçu exact des conséquences néfastes de la politique stalinienne dans les organisations révolutionnaires italiennes immigrées. Dans notre article, nous traitions deux questions fondamentales : a) la politique et l'état organisationnel des groupes de langue italienne dans le P. C. F. et des organisations à côté (syndicats, S. R. I., C. P. A., Comité d'action contre la guerre). b) Le problème de la provocation et de l'infiltration policière dans ces organisations, qui se manifeste d'une façon très alarmante et dans des formes qui peuvent compromettre pour longtemps toute activité de nos organisations.

Dans le n° 102 de *Vie prolétarienne* les éléments *déclassés* et très suspects qui siègent à sa rédaction confirment toutes nos appréciations sur le premier problème, qui est le plus important, car le deuxième n'est qu'une conséquence des conceptions politiques erronées appliquées dans le domaine de l'organisation.

Sur le problème de la provocation au contraire ils « répondent », et tout en confirmant à 100 % les *faits* dénoncés par nous, ils s'efforcent de démontrer que la faute du développement aussi rapide et aussi étendu de ce fléau néfaste au sein des organisations révolutionnaires revient aux... « trotkystes » *qui ont été exclus du parti il y a trois ans.*

Nous aurions volontiers *laissé tomber* ce papier dans le silence ; il n'est qu'un ensemble de mensonges grossiers et aux camarades du parti qui connaissent les faits il ne sera pas difficile de discerner où se trouve la vérité. Mais tout le caractère de cet article, qui ne peut être écrit par un camarade honnête est loin de la réalité ; seul un provocateur qui a tout intérêt à brouiller les choses peut accumuler dans si peu de lignes un tel tas de mensonges.

Nous affirmons donc que toute tentative de mêler ceux qu'on dénonce comme suspects ou provocateurs avec notre opposition se brisera inévitablement devant la réalité des faits et devant les preuves irréfutables que nous possédons sur la responsabilité d'un tel état de fait des éléments responsables soit des groupes soit du Parti. Aucun élément dénoncé n'a *jamais* appartenu à notre organisation, et malheureusement pour nos petits bureaucrates très suspects, *tous* ont été des staliniens 100 %.

Quand on a le toupet de nous mettre sur le dos les Sprea et Valentino il y a vraiment lieu de se demander si l'O. V. R. A. n'a pas conquis tout l'appareil stalinien.

Sprea a été dénoncé par notre fraction dans un communiqué apparu sur la Vérité *du mois de juillet* 1930 *comme élément douteux et* Vie Prolétarienne *du même mois a pris sa défense en nous traitant de calomniateurs ;* maintenant on nous annonce qu'il est exclu du P. C. I., très bien, mais Sprea est à vous, il est à Ercoli et Garlandi ; eux seuls sont les responsables s'il a pu remplir des postes responsables dans les groupes jusqu'à ces derniers temps.

Pour Valentino on n'a qu'à prendre la collection de *Vie Prolétarienne*, et on verra que les articles les plus lâches et les plus ignominieux contre notre fraction portent sa signature.

Valentino a été en 1929 *suspendu* de la Fédération de la Jeunesse. Qui l'a ramené dans ses rangs ? Les « trois » ? mais ils étaient déjà exclus du Parti !

Valentino a été réadmis dans les rangs de la Jeunesse par le C. E. de cette dernière, par Gallo, Botte, Pippo-Pappa avec l'approbation de Ercoli et Garlandi. Voilà en peu de mots les faits ; tout le reste n'est que mensonge, n'est que vraie *provocation.*

Nous laissons les histoires d'allumettes suédoises à ceux qui veulent s'amuser, et en matière de courage physique nous ne nous mesurerons jamais avec des collaborateurs de l'O. V. R. A. et de la police.

Dans le numéro 103 de *Vie Prolétarienne* Garlandi revient à la charge et, tout en déclarant que soit en Italie, soit dans l'émigration l'œuvre de provocation et d'espionnage a pris des dimensions alarmantes, il s'en prend à notre article en question et cherche encore à présenter notre opposition comme le canal à travers lequel ces dernières pénètrent dans le parti et dans les groupes. Garlandi est connu dans le parti italien comme un incapable politiquement et comme un dégénéré physiquement et il est évident que tout son raisonnement dans l'article en question n'est que le reflet de ces deux références. Quand il cherche à transformer le provocateur Famuso en oppositionnel il sait qu'il commet une lâcheté parce que soit Famuso soit tous les autres qui sont vraiment des provocateurs sont le produit de la fausse politique appliquée par Garlandie et Cie dans ces dernières années et des méthodes d'organisation qui en découlèrent. Mais Garlandi ne peut pas le dire, il ne veut pas le dire parce que ce serait l'aveu de la faillite complète de la politique stalinienne. Il faut porter la confusion parmi les camarades très ébranlés par une telle situation et alors on cherche le bouc émissaire qui ne peut être que l'opposition « trotskyste ».

Nous affirmons que tout le raisonnement « théorique » de Garlandi et des autres bureaucrates qui tendent avec des mensonges ou des calomnies contre notre opposition à cacher aux camarades l'état catastrophique de nos organisations en Italie et dans l'émigration, ne changera pas d'un iota la situation.

Nous continuerons notre campagne que nous avons commencée sur la *Vérité* et sur notre *Bulletin* de façon à préserver les organisations révolutionnaires de toute attaque de la part de l'ennemi de classe soit du dehors soit à l'intérieur de ces organisations où il mène son travail avec la complicité d'une partie de la bureaucratie stalinienne.

Si Garlandi et ses compères veulent, à travers la lutte contre la provocation et l'espionnage, consolider organiquement le parti et élever son niveau idéologique ils doivent condamner en bloc la politique stalinienne ; ils doivent changer toutes les méthodes d'organisation, ils doivent chasser de l'appareil du parti et des groupes tout un tas d'éléments *déclassés* et suspects qui n'ont rien de commun avec le prolétariat. Il faut réintégrer immédiatement tous les vieux camarades exclus du parti pour raison politique.

Jusqu'à maintenant la lutte contre la provocation et l'espionnage n'a fait que ébranler le parti, elle a réduit son niveau idéologique à néant. Des dizaines de vieux militants ont été chassés du parti sous les pires calomnies pendant que les vrais espions et provocateurs continuent leur œuvre criminelle au sein de nos organisations.

Pour pouvoir mener avec succès la lutte contre la provocation et l'espionnage un parti révolutionnaire doit être capable d'élaborer une politique révolutionnaire correspondant à la réalité objective de la situation dans laquelle il développe son activité. A l'intérieur du parti dans les limites du centralisme démocratique doit exister un régime de démocratie prolétarienne de façon à faire participer tous les camarades à l'élaboration de sa politique Les Garlandi, les Ercoli et les Gallo ont agi tout au contraire. Il y a plusieurs années qu'a la méthode marxiste d'analyse ils ont substitué l'hystérie petite-bourgeoise ; il y a plusieurs années qu'ils confondent leur rêve avec la réalité et pour se maintenir à la direction du parti dans ces conditions, en plus de la complicité de la bureaucratie stalinienne de l'I. C., il leur fallait l'appui de leur appareil et alors voilà « l'embauche » dans cet appareil de nombreux de ces « déclassés » d'origine non prolétarienne dont le passé était et reste mystérieux. Ces éléments à leur tour se sont créé une « claque » dans les organisations de base de façon que toute l'organisation a été « contrôlée » par ces éléments parmi lesquels on a déjà découvert de nombreux provocateurs.

Ce qui intéressait jusqu'à hier et encore aujourd'hui les « dirigeants » du P. C. I. c'était de « battre » tous ceux qui s'opposaient à leur politique criminelle, à leur politique anti-prolétarienne.

Les résultats sont à présent évidents pour tout le monde. les camarades doivent exiger de Garlandi et Cie non des bavardages « théoriques » qui en réalité tendent à justifier la situation catastrophique dans laquelle se trouve le P. C. I. et les groupes de langue, mais un retour à la politique léniniste des 4 premiers congrès de l'I. C. voilà le seul moyen et la seule arme pour combattre la provocation et l'espionnage.

Quand le parti a une juste politique toute opposition à cette politique peut faciliter la pénétration de la provocation dans l'organisation. Mais quand une bureaucratie pourrie et corrompue comme celle qui dirige le P. C. I. et les groupes de langue impose à ces organisations une politique qui n'a rien de commun avec le prolétariat, c'est elle qui se transforme en canal par lequel la provocation et l'espionnage atteignent non seulement le parti, mais tous les autres groupements prolétariens.

Giac.

UNE INFAMIE !

Que sont les individus qui dirigent "Rouge-Midi" ?

Rouge Midi du 1er avril publie un article anonyme où l'on essaie bassement de salir notre camarade Gottlieb. L'auteur de cet article, loin d'apporter (et pour cause) la moindre preuve à ses accusations, se livre à de sales insinuations sur un ton canaille éminemment caractéristique du degré d'abjection dans lequel est tombée la clique bureaucratique locale. Cette clique menace, en se décomposant, d'éclabousser le parti tout entier. Notre tâche historique consiste précisément à sauver le parti de la putréfaction stalinienne, et nous ne ménagerons aucun effort dans ce sens.

Après s'être élevé contre la vente de la *Vérité* (ce qui n'empêche nullement la diffusion de plus en plus large de notre journal) ; après avoir protesté contre « les mensonges » que répand notre groupe sur le compte du parti (il faudrait les souligner et les réfuter, si l'on peut), on se livre à une attaque ignoble contre Gottlieb.

Notre camarade « aux ressources anonymes » (??) a le don de mettre hors de lui le misérable auteur de l'article. Et celui-ci, jouant l'étonnement, se demande : « d'où vient-il ? où a-t-il milité ? *de quoi vit-il ?* » Nous pourrions répondre que nous n'avons pas de comptes à rendre à un individu qui, sous le couvert de l'anonymat, se livre à une aussi triste besogne. Car, au fait, qui est cet individu lui-même ?

Mais nous n'avons rien à cacher au parti, au contraire, et nous sommes prêts à répondre à toutes ces questions devant la classe ouvrière. Nous donnerons toutes les précisions sur la vie d'honnête communiste de notre camarade, et les lâches insinuations, les saloperies bureaucratiques donneront matière à réflexion à tous les révolutionnaires sincères.

L'ignominie ne s'arrête pas là, il y a mieux encore. Voici la suite de l'article : « Nos camarades, à l'énoncé de ces questions, ouvriront l'œil, *mettront en parallèle le sort que réserve la bourgeoisie à Olzansky* (c'est moi qui souligne) et à Bruno avec la tolérance pour Gottlieb qui, alors que la presse bourgeoise même ignorait le lieu de débarquement de Trotzky, se trouvait à l'endroit « convenu au milieu de policiers ».

Le « parallèle » entre la situation d'Olzansky et celle de notre camarade ne vient pas là par hazard. *C'est la dénonciation formelle de notre camarade à la police, l'appel à l'expulsion hypocritement formulé.* Quelle veulerie ! ! Quelle honte ne ressent-on pas à voir dans quel cloaque immonde se vautrent les dirigeants actuels du parti de Lénine ! !

En ce qui concerne la présence de notre camarade au débarquement de Trotzky, nous sommes également prêts à donner toute explication qu'on jugera nécessaire. Ici, je veux poser une question aux bureaucrates. J'ai été exclu, entre autres motifs, pour avoir visité Trotzky (voir, si l'on ne l'a pas détruit, le P. V. de mon exclusion). Nul n'a osé soutenir contre moi l'accusation infâme qui pèse sur Gottlieb. Au contraire, après l'exclusion, les camarades sont venus me serrer la main et m'affirmer qu'ils me considéraient comme un bon révolutionnaire. Alors, pourquoi reprendre cette accusation contre Gottlieb ? Peut-on répondre ?

Quoi qu'il en soit, notre camarade est accusé, ici, d'avoir des rapports avec la police. L'affaire ne peut en rester là. Si cette accusation est fondée, le parti a un devoir élémentaire à remplir : stigmatiser le policier et le faire chasser des organisations ouvrières. Cette accusation doit se justifier. *Nous exigeons qu'une Commission de contrôle soit instituée immédiatement !*

Dans cette Commission de contrôle, doivent entrer des représentants des organisations, où milite l'accusé et des représentants du P. C. *Les conclusions de l'enquête seront rendues publiques.* Nous saisissons le parti, par lettre recommandée, de cette proposition.

Nous avertissons les bureaucrates que leur dérobade ne pourrait être interprétée que comme la reconnaissance de leur mauvaise foi et de leur infamie. Dans ce cas, *nous serons obligés de mener une ardente campagne publique* par voie de presse, affiches, tracts, etc..., pour éclairer la classe ouvrière locale sur leur rôle abject, incompatible avec leur fonction de dirigeants d'un parti révolutionnaire.

A eux de choisir.

A. Laffitte.

Mise au point. — Nous tenons à faire connaître que l'individu qui frappa Gottlieb au C. E. Marxiste n'est nullement « un ami » de notre camarade, comme le prétend « Rouge-Midi » et que notre groupe n'a aucune liaison « intime » avec cet énergumène.

A. L.

Groupe Théâtrale "Une Graine"

Politiquement, notre groupe voudrait rester ce qu'on voudrait que devienne le syndicat : accessible à tous les prolétaires dont l'action s'oppose au capitalisme.

Les partisans de l'autonomie syndicale sont eux-mêmes d'accord qu'on ne saurait admettre en une organisation professionnelle un ouvrier dont le but avoué serait de faire prévaloir les intérêts du patronat sur ceux du travailleur.

Par conséquent, on peut dire que vouloir l'unité syndicale et l'accès au syndicat des ouvriers de toutes tendances sous-entend : de toutes tendances anticapitalistes.

On acceptera, par exemple, l'ouvrier sans doctrine, sans but final socialiste, mais qui, réclamant une augmentation immédiate de son salaire, réalise une opposition au capitalisme sans bien s'en rendre compte, mais le fait néanmoins.

Telle est notre plateforme politique.

Peut-être devrons-nous préciser que nous mettant au service du prolétariat, nous sommes également au service de tout parti, ligue, groupe qui, pour non officiellement prolétarien qu'il soit, n'en n'est pas moins au service du prolétariat : les amis de nos amis sont nos amis.

Ces principes d'ordre général, il est plus facile de les poser que de savoir les appliquer.

Dans l'ordre pratique, l'obéissance à ces principes consiste d'abord à ne pas faire le jeu unique des ennemis de l'unité.

Faire leur jeu, nous le voulons bien, mais non leur jeu unique.

Ainsi la Fédération ouvrière du théâtre français se déclare au service du prolétariat révolutionnaire.

Son but semble assez voisin du nôtre pour que nous y adhérions.

Mais le bruit court que si cette Fédération fait appel aux révolutionnaires sans exception, c'est pour les mettre au service exclusif des œuvres de Staline.

Aussi attendons-nous pour y adhérer de voir la F.T.O.F. apporter son concours à toutes les oppositions à Staline qui restent en même temps des oppositions au régime capitaliste.

Il y a à cette non-adhésion une raison de plus : les staliniens sont des ascètes, des parias, des pauvres, comparés aux bourgeois ; mais parmi les révolutionnaires ils sont des privilégiés : à eux les salles, les journaux officiers, le monopole du prestige de toute la révolution russe.

Les staliniens nous ont souvent montré qu'ils disposent de grands moyens financiers et s'ils ne les gaspillaient pas comme ils le font, leurs adversaires seraient perdus.

Qu'on nous montre que la F.C.O.F. est vraiment au service, soit des ouvriers, soit des révolutionnaires, y compris les non-staliniens, et nous y adhérerons de tout cœur. Aussi bien nous mettrons-nous alors au service de Staline.

En attendant, nous mettons notre faible groupe au service des révolutionnaires qui, recevant les coups du capitalisme, ne trouvent pour tout secours chez les staliniens qu'un silence sectaire quand ce n'est pas comme pour Rakovsky le coup de pied de l'âne.

Faisons le vœu que quelques-uns de ces camarades viennent à nous.

« Une Graine ».

Adresser toute demande de renseignements à Etienne Decroux, 85, avenue Edouard-Vaillant, Billancourt (Seine).

SERVICE DES LIVRES DE « LA VERITE »

L. TROTSKY. — Cours nouveau (1923)	3 50
L. TROTSKY. — Vers le capitalisme ou vers le socialisme ? (1925	3 50
L. TROTSKY. — Les problèmes de Révolution allemande (1931)	1 50
TROTSKY. — Et maintenant ? (1932)	3 »
L. TROTSKY. — Les problèmes de la guerre civile (1924)	1 50
L. TROTSKY. — La seule voie	2 »
QU'EST-CE QUE L'OPPOSITION COMMUNISTE DE GAUCHE ? — Brochure de propagande à	1 »
LA LUTTE DES CLASSES. — Année 1930 (n° 17 à 26)	30 »
LA LUTTE DES CLASSES. — Année 1931 (n° 27 à 35)	20 »
LA LUTTE DES CLASSES. — Année 1932 (n°36 à 45)	20 »
L. TROTSKY. — Histoire de la Révolution russe (Tome I)	15 »

PRÉVENTION DES LIVRES MARQUE SYNDICALE BREVETÉE S.G.D.G.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : P. Frank.

Imprimerie Centrale de la Bourse
117, rue Réaumur, Paris (2e)